

## « La conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale ».

Programme de recherche 2004-2007

### *La notion de « crise de 1300 » et sa discussion.*

Ce cycle de quatre séminaires se place dans le développement des débats autour des lectures possibles de la conjoncture économique et sociale de l'Occident entre la fin du XIII<sup>e</sup> et du début du XIV<sup>e</sup> siècles : les travaux de Michael Postan (à partir de 1949), approfondis et nuancés en 1962 par une synthèse mémorable de Georges Duby, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, ont imposé l'idée que la peste de 1348 avait frappé une Europe déjà en graves difficultés ; dans les dernières décennies du XIII<sup>e</sup> siècle, la phase d'expansion qui durait depuis trois siècles aurait buté sur l'incapacité technique de l'agriculture à nourrir une population en constante augmentation. Les famines qui ont touché l'Europe, du Nord-Ouest surtout, au début du XIV<sup>e</sup> siècle, seraient la marque du retournement de la conjoncture. La peste n'aurait fait que porter le coup de grâce à une économie et une population déclinantes.

Ce schéma d'inspiration malthusienne a été depuis un demi-siècle admis sans guère de discussion pour l'Europe du Nord, et plus ou moins importé dans les pays méditerranéens, en concurrence avec une explication marxiste appuyée sur des présupposés analogues. Depuis quinze ans toutefois, les historiens anglo-saxons ont élaboré une nouvelle interprétation qui révisé ces idées de fond en comble en donnant un rôle central à la commercialisation de la production agricole.

### *Un travail de relecture collective.*

L'entreprise menée actuellement par un groupe de médiévistes de divers pays, principalement franco-espagnol, veut vérifier si ces modèles construits sur les situations de l'Europe du Nord-ouest s'appliquent bien à l'Europe méditerranéenne. Il est indispensable, pour effectuer cette vérification, de se demander, région par région, s'il y a vraiment une „crise“ autour de la Méditerranée occidentale, et comment elle se manifeste. Il faut aussi évaluer dans quelle mesure les schémas explicatifs proposés jusqu'ici par les historiens espagnols, italiens, français sont convaincants, en élucidant leurs arrière-plans théoriques. Il faut enfin chercher si l'évolution du monde méditerranéen peut être mieux comprise par la prise en compte d'autres approches que le modèle Postan-Duby, comme la « commercialisation » anglo-saxonne, l'absence de crise à laquelle concluent les archéologues, ou l'intégration à un grand marché européen, favorisée par la construction des Etats, qui a été proposée récemment comme élément décisif de l'économie du bas Moyen Âge.

Ebauchée au sein du LAMOP, le Laboratoire de Médiévisitque Occidentale de Paris I (<http://lamop.univ-paris1.fr>), au contact de collègues espagnols, cette réflexion a rapidement rencontré celle que conduisait John Drendel à Montréal. Le premier point fort du programme a été le colloque „Postan et Duby“ tenu à l'Université du Québec à Montréal en octobre 2002 (<http://www.er.uqam.ca/nobel/r21750/montreal/id19.htm>), qui a permis à quelques historiens de la Méditerranée de s'approprié l'acquis historiographique anglo-saxon et de commencer à lui confronter leurs propres idées.

Cette réflexion collective a également inspiré un ensemble de séminaires tenus à l'Ecole Normale Supérieure de Paris à partir de l'automne 2001, et qui se poursuit en 2003-2004 (<http://www.histoire.ens.fr>) : y sont exposées des approches qui diffèrent les unes des autres par leur champ géographique (des cas choisis à travers l'Europe), par leurs sources et leurs méthodes, et par l'image globale qu'elles donnent de la „conjoncture de 1300“, entre crise grave et simple adaptation.

C'est dans cette perspective de diversité des situations et des analyses –allant parfois jusqu'à l'opposition radicale- que se place la suite de notre démarche commune.

La dernière étape préparatoire a été le séminaire qui a rassemblé en Catalogne, du 9 au 12 octobre 2003, une quinzaine de médiévistes français, espagnols, italien, américain, britannique, belge, appelés à constituer le noyau du groupe qui mène la suite de la recherche. Cette rencontre a permis d'abord de dresser un bilan historiographique critique de la question, par thèmes, par pays et par régions, et ensuite d'établir un programme de travail : autour des thèmes qui sont apparus majeurs dans la problématique, on a organisé quatre rencontres de travail qui devraient permettre, dans la série de publications qui suivra nécessairement, de présenter une image d'ensemble de la conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale. On espère que cette vue neuve de la conjoncture méditerranéenne identifiera les analogies et les différences avec les modèles dominants pour l'Europe du Nord, et amènera peut-être, par ricochet, une nouvelle lecture des situations septentrionales : un peu à la façon dont un illustre prédécesseur, le colloque *Structures féodales et féodalisme dans l'Occident méditerranéen (Xe-XIIIe s.)*, organisé par l'Ecole de Rome en 1978, avait entraîné une relecture de la notion même de féodalité forgée entre Loire et Rhin.

#### *Déroulement prévu pour le programme.*

Pour réaliser ce programme, on a regroupé en 4 ensembles les thèmes qui paraissent essentiels dans l'analyse de la conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale. Chacune de ces 4 grandes questions donnera lieu à une rencontre de deux ou trois jours, rassemblant une quinzaine de personnes qui travaillent sur l'Italie, la France méridionale et la péninsule ibérique. Le cadre chronologique d'ensemble est a priori 1250-1350.

Chaque rencontre est organisée et dirigée par un responsable scientifique propre.

Le premier et le dernier des quatre séminaires se tiendront à Rome, à l'invitation de l'Ecole française de Rome ; les deux autres à Madrid, à l'invitation de la Casa de Velázquez.

1 - « **Les disettes dans la conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale** ». (27-28 février 2004, Rome, EFR)

Responsable scientifique : John Drendel.

2 - « **Le marché et la commercialisation de la société rurale entre XIIIe et XIVe siècles. Les petites villes comme pôles de la commercialisation. La production artisanale** ». (2005)

Responsable scientifique : Lluís To Figueras, avec la collaboration de Pascual Martínez Sopena pour les petites villes.

3 - « **Monnaie, crédit, fiscalité dans la conjoncture de 1300** ». (2006)

Responsable scientifique : Antoni Furió. Avec Marc Bompaire pour l'aspect monétaire.

4 - **Conclusion : « La mobilité sociale au tournant des XIIIe et XIVe siècles. »** (2007)

Responsable scientifique : Sandro Carocci.

## Les disettes dans la conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale

### Résumés des communications de la rencontre des 27-28 février 2004

Ecole Française de Rome, P.za Navona, 62, Roma

En collaboration avec l'Ecole Normale Supérieure et le CNRS

(UMR 8589, LAMOP, université Paris-I

et UMR 5648, CIHAM, université Lyon-2-Lumière)

*L'astérisque (\*) indique les textes ou résumés mis en ligne (voir pages suivantes)*

\* *Introduction*, par Monique Bourin (Université Paris-I) et François Menant (ENS, Paris)

\* *L'apport de l'étude du stockage à notre connaissance de la conjoncture alimentaire autour de 1300 (Catalogne, Languedoc)*, par Carole Puig (Université de Toulouse II-le-Mirail) et Marie-Pierre Ruas (Unité Toulousaine d'Archéologie et d'Histoire, CNRS)

#### **L'Espagne intérieure**

\* *Las hambres y Carestías en Aragón y Navarra (1280-1347)*, par Carlos Laliena Corbera (Université de Saragosse)

\* *Las hambres en la Corona de Castilla (1250-1348)*, par Carlos Reglero (Université de Valladolid)

#### **Les rivages de la Méditerranée occidentale, du Levant à la Toscane**

\* *Les disettes en Catalogne et dans le royaume de Valence*, par Antoni Furió (Université de Valence)

\* *Les disettes en Languedoc*, par Gilbert Larguier (Université de Perpignan)

\* *Les disettes en Provence*, par John Drendel (Université du Québec, Montréal)

\* *Histoire et archéologie de la conjoncture en Corse autour de 1300*, par Daniel Istria (Ecole française de Rome)

\* *Les famines à Florence et dans sa campagne au XIV<sup>e</sup> siècle (1280-1380)*, par Charles de la Roncière (Université d'Aix-en-Provence)

#### **Perceptions et logiques des disettes**

\* *La coscienza della carestia nei comuni italiani*, par Giuliano Pinto (Université de Florence)

\* *Sources narratives lombardes sur les disettes entre le XIII<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle*, par Pierre Savy (Ecole française de Rome)

*Le politiche economiche della carestia : l'area italiana tra XIII e XIV secolo*, par Luciano Palermo (LUISS, Rome)

*Conclusion*, par John Drendel

Monique Bourin (Université Paris-I) et François Menant (ENS, Paris)

## *Introduction*

Les disettes ont souvent été considérées, pour la fin du XIII<sup>e</sup> et le début du XIV<sup>e</sup> siècle, comme un signe de l'épuisement des sols dû à la surpopulation, c'est-à-dire au déséquilibre entre démographie et productivité du sol. Elles tiennent donc une place importante dans l'explication malthusienne de la situation désastreuse des années 1300. Cette interprétation met l'accent, à la source de la disette, sur la mauvaise récolte qui n'est qu'une aggravation d'un phénomène latent de sous-alimentation. Une explication somme toute peu « sociale » car insistant peu sur l'inégale gravité et l'inégale portée de la disette selon les groupes et les individus, mais plus écologique au sens actuel du terme.

Le paradigme malthusien a été largement revu dans l'historiographie anglo-saxonne des vingt dernières années<sup>1</sup>. Pourtant le thème des disettes n'y a pas été spécifiquement réenvisagé ou repris. La théorie qui prévaut désormais en Grande Bretagne, met l'accent sur l'intensité du commerce, sur l'orientation des cultures en fonction des besoins des villes et du commerce, sur le long rayon d'action de l'approvisionnement londonien : le phénomène des disettes y a peu de sens. L'ouverture de la commercialisation, son poids dans l'orientation de la production agricole, y compris des paysans qui ne disposent pas d'une vaste exploitation, ne laisse guère de place à des disettes locales, solubles par l'échange, du moins si l'on se place dans une perspective principalement économique de la cherté des grains où les approvisionnements extérieurs, devenus courants, viennent combler les déficits passagers et locaux.

### **La grande famine de 1315-1317 et ses séquelles.**

Néanmoins un ouvrage, dont la parution a contribué à nous pousser à étudier la crise de 1300, fait de la disette, ou plutôt de la famine, le sujet de son livre, mais il est vrai qu'il s'agit d'un phénomène resté dans les annales comme presque unique : *The Great Famine*<sup>2</sup>. Pour W. Jordan, il s'agit bien en effet d'étudier la conjoncture dans l'ensemble des pays qui bordent la mer du Nord, comme pour nous l'ensemble des pays de la Méditerranée Occidentale. Centré autour de la famine de 1315 et des épizooties qui accompagnent la *fames* (car le terme est employé), appuyé sur la documentation manoriale anglaise et des textes narratifs, chroniques et poèmes, l'ouvrage de William Jordan décrit et analyse la quasi-décennie d'horreur qui s'étend depuis l'été 1314 (déjà 1312-13 en Allemagne) jusqu'à 1322. La période connaît quelque répit ; le plus dur est le pic du tragique dans l'hiver 1317-18 si froid, précédé pourtant d'un bref adoucissement. La situation reste difficile jusqu'en 1322, notamment pour le bétail.

On sait les conditions climatiques totalement anormales, de pluviosité et de froid hivernal. Mauvais pour le grain et même pour le vin en France. Et les épizooties ; et le sel qui n'évapore pas etc...

Mais la récupération fut rapide : dès 1322. C'est là une des surprises apportées par l'enquête de William Jordan : la capacité à effacer, non pas le souvenir qui reste vivace, mais

---

<sup>1</sup> Dans cette très vaste bibliographie, on citera : *Before the black Death*, Bruce Campbell (edr), Manchester 1991; *A commercialising economy : England, 1086 to circa 1300*, Manchester 1995; R.H. Britnell, *The Commercialisation of English society 1100-1500*, Manchester 1996, 2<sup>e</sup>ème édition; J. Masschaele, *Peasants, merchants and markets : inland trade in medieval England 1150-1350* New York 1997

<sup>2</sup> William JORDAN, *The Great Famine*, Princeton 1992

les faits, les cicatrices matérielles. Comment concilier cette capacité à recouvrer si les ressources agricoles sont usées et l'économie exsangue ?

Pourtant, ces malheurs ne furent pas sans séquelles. Bonnes et moins bonnes. La croissance démographique semble cassée. La fécondité a baissé pendant les mauvaises années. Rien n'indique un « baby-boom » ensuite. Le cheptel est dévasté. Les animaux sont morts massivement dans les épizooties ; beaucoup ont aussi été tués pour survivre, ainsi les cochons qui ont été indemnes de maladie. La conséquence est claire : les prix du bétail sont très hauts et les pauvres peinent à reconstituer leur cheptel après la crise.

Mais l'impression est aussi de l'amélioration du régime alimentaire (due à une moindre pression démographique ?) : plus de bière et de cidre, plus de viande et moins de pain. Il y a là comme un paradoxe, au moment où le cheptel est rare, mais sans doute s'agit-il de conséquences à des rythmes divers, court et moyen terme.

Néanmoins, globalement, quelles que soient les causes de cette décennie d'horreur dans l'Europe du Nord, tout se passe comme si quelques années avaient rassemblé sous une forme ramassée dans le temps et extrême des risques et des difficultés qui plus au Sud ont connu une distribution chronologique et géographique différente, plus diffuse, moins concentrée. Jusqu'où admettre que moyennant cette différence de rythme, entre une disette d'une violence et d'une durée extrêmes autour de la mer du Nord et une situation rampante dans le Sud, les situations générales sont analogues et que seules les conditions météorologiques, totalement anormales au Nord, expliquent qu'il y ait un épisode tragique ici et rien d'équivalent, reconnu par les historiens comme généralisé, dans l'Europe méditerranéenne ?

Jordan présente une situation qui ne semble pas avoir eu d'équivalent autour de la Méditerranée. On peut bien supposer qu'un tel phénomène aurait été mentionné dans les chroniques diverses, de la Catalogne à l'Italie du Sud, si toute l'Europe méridionale l'avait subi. Il nous incombe toutefois de le vérifier en établissant d'abord le calendrier comparé des chertés et des « faims ». Et si les études confirment la différence, de nous demander si elle est due à l'anomalie climatique de la décennie 1310 dans le Nord ? Ou bien à de systèmes de production différents ?

La « grande famine » constitue en tous cas un modèle de référence pour notre enquête.

### **L'apport des économistes.**

L'autre instrument de référence dont notre enquête peut user est l'apport récent des économistes. Le problème des disettes a en effet été renouvelé par les économistes du développement. Déjà la réflexion de Jordan intégrait les données d'analyses montrant que la disette survient selon des scénarii variés et celles d'un ouvrage collectif *Bad Years economics*<sup>3</sup> qui observe les type de stratégies, notamment paysannes, à la raréfaction des denrées alimentaires habituelles. Les travaux des économistes ont fondamentalement un but prospectif, celui d'éviter de futures disettes, et leurs analyses ont des perspectives chronologiques peu profondes : la maladie de la pomme de terre est la plus lointaine des disettes étudiées. Cela n'enlève pas l'intérêt des comparaisons.

Amartya Sen et Jean Drèze<sup>4</sup> notamment ont montré que le lien fait entre la quantité de nourriture disponible et la disette est loin d'être simple et clair ; et surtout que la gravité de la situation n'est pas directement fonction de l'ampleur de la pénurie de nourriture. Ils montrent

---

<sup>3</sup> *Bad Years Economics, : Cultural Responses to Risk and Uncertainty*. Ed. P. Halstead et J. O'Shea, Cambridge 1989. Cité par W. Jordan dans l'introduction, p. 15.

<sup>4</sup> Parmi bien des ouvrages on citera *The Political economy of hunger*, Jean Drèze et Amartya Sen (edrs), Oxford 1991, reed. 1999, et A. Sen, *Poverty and famines ; an essay on entitlement and deprivation*, Oxford 1981; reed. 1999; du même, *Repenser l'inégalité*, Paris 2000

que la capacité à se procurer de la nourriture doit se gagner et la définissent par le concept de droits d'accès. Ces droits d'accès dépendent d'une série de facteurs, parmi lesquels essentiellement la dotation (propriété foncière ou force de travail) et les conditions d'échange (la capacité d'acheter et de vendre et le mode de fixation des prix). La famine est l'effondrement des droits d'accès pour une part plus ou moins grande de la population.

« Les famines n'ont qu'un trait commun : leur diversité. Toute tentative pour les comprendre en termes de disponibilité alimentaire par habitants ne peut conduire qu'à une impasse ». Bien entendu elle peut venir de la baisse de la production agricole, mais aussi d'une augmentation rapide du pouvoir d'achat de certaines couches sociales. Dans ce cas, non pas d'une contraction de la production (l'offre), mais d'une augmentation de la demande<sup>5</sup>. Inversement la chute du pouvoir d'achat peut être cause de la famine, par exemple, dans une économie qui comporte du salariat, d'une crise de l'emploi pour des raisons météorologiques. Ainsi en alla-t-il avec la contraction du revenu des ouvriers agricoles au Bangladesh en 1974 ; s'y ajouta la panique, qui s'est révélée en grande partie injustifiée, de la faiblesse de la récolte.

La force de la disette tient, selon Sen et Drèze, aussi aux autres sources de revenus qui viennent diminuer la dépendance à la production agricole. Ils ont ainsi remarqué que des zones qui ont la même évolution tendancielle à la baisse de production agricole connaissent les unes la famine, les autres pas, si elles ont moins de dépendance à l'égard de la production alimentaire, c'est-à-dire d'autres sources de revenus. La production baisse plus au même moment dans une région de l'Inde et en Afrique sub-saharienne : ici une famine et pas là ! Mais ces compléments sont souvent fragiles aussi et si les termes de l'échange se modifient brutalement, les populations se retrouvent dans une situation, encore plus lourde, de dépendance à l'échange.

Les phénomènes aggravant la famine sont nombreux. Curieusement et pourtant couramment, famine et exportations vont de pair. Le fait est contre-intuitif, pourtant des produits, non alimentaires mais aussi alimentaires, sont envoyés vers les pays, en meilleure santé économique, où la demande de tels produits est abondante.

Plus que la richesse globale, l'important est principalement l'état des maillons les plus faibles, ceux qui ont les droits d'accès les plus fragiles : selon Sen, une petite partie de la population (10% au maximum), dont le revenu est faible (moins de 3% du revenu total) et qui consomment 4 à 5% de la consommation alimentaire.

L'action publique peut très facilement prévenir la famine. Mais la grande distance politique et sociale joue un rôle capital dans la non-prévention des famines : il y a une relation inverse entre démocratie<sup>6</sup> et faim. Et on connaît la propension à accuser les victimes de leurs malheurs : l'indolence native des Irlandais, leur inaptitude au progrès et à innover et à manger autre chose que des pommes de terre était évidemment à l'origine de la famine.

Est-il intéressant, justifié, d'appliquer ces observations contemporaines au Moyen Age ?

Si pour commencer, l'on fait retour à la grande famine, on observe plusieurs critères mis en lumière par Sen et Drèze. On constate l'extrême hauteur des prix. De tels sommets n'avaient jamais été atteints, pendant toute la décennie 1310-1320. Ce fut le pic absolu de deux siècles, et pourtant de nouveau il fut atteint en 1321-22. L'économie est-elle atteinte dans son ensemble ? Le volume du commerce des autres biens ne semble pas restreint. Le

---

<sup>5</sup> A. Sen cite comme exemple de ce processus la famine de 43 au Bengale, provenant du le boom commercial de la guerre anti-japonaise en ville)

<sup>6</sup> Le mot est à prendre, pour un historien, dans une acception large d'expression de tous.

maintien relatif des salaires – on enregistrerait même une hausse entre 5 et 15% selon les lieux avec le maximum vers 1320 - va contre l'hypothèse d'une disette due à un effondrement des revenus : on sait le poids du salariat dans l'économie de la Mer du Nord. La puissance de la rumeur est bien attestée : en 1318, le prix du grain baisse bien avant la récolte, dès qu'on la pressent bonne. Connaît-on, à l'inverse, des bruits de panique qui induisent une cherté, voire une famine?

En ce qui concerne les rives de la Méditerranée, il sera précieux en premier lieu de disposer d'une chrono-géographie des disettes du pourtour de la Méditerranée. Une chose est la disette, une autre la faim : la langue médiévale les distingue soigneusement. A nous d'être vigilant au choix des termes, qui renvoient à des situations différentes.

Dans l'un et l'autre cas, l'achat de produits non alimentaires, qui semble être devenu un comportement habituel au cours du XIII<sup>e</sup> siècle, doit être fortement sinon totalement restreint. Toutes les disponibilités financières et celles du crédit servent à se fournir en blés. Quelles incidences ont les disettes dans les circuits commerciaux et quel écho à la production artisanale ? Entraînent-elles des acout de demande ou des mécanismes régulateurs compensent-ils les manques locaux? C'est là un problème récurrent de toute étude de la « crise » de 1300, que nous rencontrons à propos des disettes, mais que croiserons dans des débats ultérieurs sur la commercialisation.

Pour cette rencontre-ci, la naissance de la disette est centrale et il vaut certainement la peine d'en observer les mécanismes en ne s'attachant pas exclusivement à mesurer la baisse de la production et en ne faisant pas de cette réduction le moteur quasi-unique de la cherté, et en n'étant pas attentif au seul motif la diminution de la production, dans une relation automatique entre offre (production) et cherté. A la suite de Sen, il faudrait sans doute s'intéresser à l'ensemble des raisons qui réduisent les droits d'accès de la partie la plus fragile de la population. Il convient de se souvenir de l'inégalité comme de la raison majeure de la famine. Il convient aussi d'être attentif aux modalités de la circulation des nouvelles. Aux modes d'action des gouvernements, notamment des villes, dans les temps où se manifeste une tension sur les blés. Au fonctionnement du commerce et du profit et aux chemins des échanges : la production n'explique peut-être pas toutes les tensions sur la quantité de blés disponible. L'ouverture de demandes nouvelles, intérieures ou extérieures, peut avoir son rôle dans le déclenchement d'une cherté au même titre qu'une baisse de la production locale. Toutes les évolutions brutales fragilisent encore les plus fragiles.

Avoir en mémoire les conclusions des économistes du développement oblige aussi sans aucun doute à distinguer les privations persistantes qui entraînent la sous-alimentation chronique, des épisodes brefs de pénurie et de défaut d'alimentation. Une chose est la pression, dite malthusienne, certes plus ou moins forte selon les aléa climatiques, mais constante, associée au concept de surpeuplement ; une autre la cherté (une autre encore la faim). Il est simple, mais sans doute trop simple de prouver l'une par l'autre. A les lier trop automatiquement, on risquerait de passer à côté de la complexité des disettes et de leur mécanisme.

Après avoir rappelé les grands mouvements de pensée historique et économique dans lesquels s'inscrit notre réflexion collective sur les disettes, il est utile d'esquisser quelques thèmes majeurs autour desquels elle peut s'organiser. Ce sont des questions qui ont émergé lors de la rencontre préparatoire d'octobre 2003 ou du colloque « Postan et DUBY » de 2002, au fil des relectures de l'historiographie antérieure.

1 - *Disettes et démographie*. Le sujet de la rencontre a été centré sur les disettes, qui sont certainement au cœur du problème, mais il aurait pu être donné dans une version large :



« y a t il une crise démographique autour de 1300 ? ». Cet énoncé prendrait en compte l'autre facteur de baisse démographique : la réduction de la natalité. Les disettes représentent quant à elles le facteur mortifère, qui d'ailleurs n'est pas exclusif : les guerres constituent l'autre grand facteur de surmortalité, et il faut compter aussi avec des épidémies, avant même la peste.

En reprenant un des points abordés ci-dessus, il faut d'ailleurs se demander : qu'est ce qu'une disette ? manque de nourriture ? cherté ? Les différentes langues européennes, et le latin des chroniqueurs, utilisent un éventail de mots dont il faut scruter les nuances et même l'étymologie, comme *carestia* (lors de la rencontre de février 2004, les discussions n'ont pas entièrement tranché entre *carus*, cher, et *carere*, manquer de). Nous avons en tout cas pris le soin –peut-être excessif- dans le titre et le texte d'orientation français du colloque de bien distinguer disette de famine : la seconde seule provoquerait des morts nombreuses. Au-delà du vocabulaire, une question centrale de ce colloque est bien évidemment celle-ci : est-on mort de faim, en nombre significatif, sur les rivages de la Méditerranée occidentale autour de 1300?

2 - *Disettes et distribution des richesses et des moyens de production.* Il s'agit notamment de l'impact de la disette sur le marché de la terre, très violent et bien connu dans certaines régions. C'est l'autre versant majeur de la disette, après ses effets physiologiques et démographiques : elle déclenche ou accélère la redistribution des ressources, la restructuration de l'économie –rurale en tout cas- ; en ce sens la disette ouvre une crise sociale : les pauvres perdent leurs derniers moyens de subsistance, les riches spéculent (sur le grain, l'argent ou la terre) et s'enrichissent encore.

3 - *L'effet différentiel des disettes.* Les hommes en souffrent (ou en profitent !) différemment selon qu'ils sont ruraux ou citadins, salariés ou petits producteurs en autoconsommation, chargés de famille ou non. Nous nous intéressons surtout aux campagnes, comme toujours, mais cet intérêt ne peut évidemment être exclusif ; ce volet de notre rencontre pourrait s'ordonner autour de deux axes :

- villes et campagnes : les campagnes nourrissent la ville, au moins en partie. Mais on voit aussi en cas de disette des paysans refluer vers la ville, dans l'espoir de distributions. Les disettes se placent aussi au sein d'un écheveau de relations politiques, foncières...

- l'accès au marché : on rejoint ici tout un ensemble de questions auxquelles nos réflexions collectives ont abouti ces dernières années, à travers le marché de la terre, le crédit... La question centrale est ici celle de l'accès au marché des céréales : une différence majeure –vitale- passe entre les acheteurs qui n'ont que ce moyen de se nourrir et subissent de plein fouet les hausses de prix, les vendeurs occasionnels qui peuvent se transformer en acheteurs quand leurs réserves sont épuisées, c'est-à-dire au mauvais moment, et les vendeurs réguliers capables de stocker et de jouer sur les prix. Cette question du marché est cruciale pour les salariés et pour les petits producteurs qui ne se suffisent pas en mauvaises années. La nécessité de recourir au crédit pour se nourrir ou pour se procurer la semence, avec des pratiques comme la vente de récoltes sur pied et le prêt sur gage foncier, complète cet ensemble de phénomènes discriminants qui constituent à terme un redoutable outil de reclassement social. Et l'importance même de l'accès au marché, au tournant des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles –importance qu'il conviendrait d'ailleurs de soigneusement mesurer au cas par cas, en particulier avec l'aide des archéologues qui peuvent fournir des réponses sensiblement différentes-, indique bien combien l'économie des pays que nous étudions est alors déjà fondée sur les transactions monétaires, sur la complémentarité des secteurs primaire et secondaire, sur la spécialisation non-agricole d'une part importante de la population.

4 - *Les causes des disettes et leurs mécanismes.* Ce dernier thème ouvre un immense chapitre, qui est à l'arrière-plan de toute la problématique : quelle est dans les disettes la part des intempéries, celle de la spéculation, des difficultés d'organisation... Au fond –si les disettes constituent réellement un phénomène significatif des décennies autour de 1300 en Méditerranée-, pourquoi est-ce qu'elles se développent à cette époque : est-ce que les conditions d'organisation sociale, économique, politique, propres à cette époque canalisent et modèrent les disettes, ou au contraire tendent-elles à les amplifier parce qu'une partie importante de la population dépend désormais du marché, et parce que la « globalisation » de l'économie permet la spéculation à grande échelle? Dernière question, résumant les autres : peut-on sortir de l'explication malthusienne, du « plafond » auquel correspondraient les disettes ? élaborer des éléments de réponse à cette dernière question, ce serait déjà préparer les séminaires suivants qui vont poursuivre l'exploration des différents aspects de la « conjoncture de 300 ».

Carole Puig (Université de Toulouse II-le-Mirail)  
Marie-Pierre Ruas (Unité Toulousaine d'Archéologie et d'Histoire, CNRS)

*L'apport de l'étude du stockage à notre connaissance de la  
conjoncture alimentaire autour de 1300 (Catalogne, Languedoc)*

Présentée en deux temps, la communication aborde les plantes alimentaires (céréales et légumineuses principalement), les stocks et les structures de stockage à la lumière des sources archéologiques et des sources écrites. Elle permet de livrer des éléments de réflexion sur l'interprétation des données matérielles au sujet de l'alimentation et de la signification économique des espèces, des produits stockés et des formes de stockage.

Elargie à une période comprise entre le Xe-XIIIe et le XVIe siècle, les études de semences archéologiques (carpologie) retenues s'étendent depuis l'Aquitaine jusqu'en vallée du Rhône. Bien que réparti de façon déséquilibrée entre les régions et les périodes, le corpus de 47 sites rend compte d'une large palette d'espèces cultivées. On comparera plus particulièrement la fréquence des céréales, des légumineuses et des deux oléagineuses (lin et chanvre) enregistrées dans les contextes de déchets (dépotoirs, fosses, latrines, foyers etc.) et leur fréquence dans les contextes de stockage avéré (silo, grenier). Le nombre de sites étant restreint, une lecture diachronique de l'évolution de ces cultures n'apporte aucune information pertinente. Deux exemples d'un stock brûlé de grains daté du XIe-XIIIe siècle à Chadalais (Haute-Vienne) puis d'une céréale devenue marginale au Moyen Âge en France, l'en grain (*Triticum monococcum* Schübl.) (angl. *einkorn wheat* ; esp. *esprilla* ; ital. *monococco, farro piccolo*), illustrent la difficulté à statuer sur la nature d'un contenu stocké ou le rôle d'une culture : un fourrage pouvant devenir un aliment supplétif en cas de disette...

Dans un deuxième temps sont examinées les céréales et les légumineuses et l'évolution de leur statut dans les textes entre le XIIe et le XIVe siècle. Si les sources écrites nous permettent de discerner des tendances chronologiques, il est clair qu'elles nous donnent une vision restreinte de l'éventail des plantes consommées ou consommables par rapport à la carpologie. Un rappel des modes de stockage détectés à partir de l'archéologie et des textes témoigne de la diversité de cette technique pour une même région géographique. Les formes de stockage ne dépendent donc pas uniquement des contraintes naturelles, mais sont aussi conditionnées par des nécessités culturelles, économiques ou politiques. Cependant, l'étude des structures de stockage est trop lacunaire pour détecter des indices pertinents d'identification de période de disette. Ce sont plutôt les variations des modes de stockage qui permettent de nous interroger sur ce problème. Or, en Roussillon, on note une modification dans la manière de stocker les céréales au XIVe siècle, modification qu'il nous faut peut-être mettre sur le compte d'une pénurie alimentaire.

### **Orientation bibliographique**

Amigues F., De Meulemeester J. et Matthys A. 1999. Archéologie d'un grenier collectif fortifié hispano-musulman : le Cabezo de la Cobertera (vallée du rio Segura/Murcie), in : *Castrum* 5, Bazzana A. (ed.), (cf. réf. complète) :347-360

Bazzana A. (ed.). 1999. *Archéologie des espaces agraires méditerranéens au Moyen Âge*. Actes du colloque de Murcie (Espagne) 8-12 mai 1992, Casa Velazquez- Ecole Française de Rome-Ayuntamiento de Murcia, Collection de l'Ecole Française de Rome, *Castrum* 5, 55, 496p.

- Bolens L. 1990. Les aliments de disette au Moyen Âge ; une diététique à base de pains végétaux (Andalousie, XIe-XIIIe s.). *L'Andalousie du quotidien au sacré XIe-XIIIe s.*, Variorum, Galliard Ltd, Norfolk : VII 1-6
- Bouby L. 2001. Approche carpologique d'un habitat du Moyen Âge central (XIIe-XIIIe s.) : Châteauneuf-sur-Isère, Beaume (Drôme), in : *Histoires d'Hommes, Histoires de plantes, Hommages au Professeur J. Erroux. Rencontres d'archéobotanique de Toulouse*, Marinval P. (dir.), Monique Mergoil, collection Mémoire de Plantes, 1 : 163-192
- Cazes J.-P. 1990. Un village castral de la plaine lauragaise : Lasbordes (Aude), *Archéologie du Midi Médiéval*, 8-9 : 3-27.
- Cazes J.-P. 1999. Les silos et leur signification dans le haut Moyen Âge. L'exemple du Lauragais. in : *Les sociétés méridionales à l'Âge féodal (Espagne, Italie, Sud de la France, Xe-XIIIe s.)*, Hiommages à P. Bonnassie, Toulouse : 45-50
- Colin M.-G., Darnas I., Pousthomis-Dalle N. et Schneider L. (dir.), 1996. La maison du castrum de la bordure méridionale du Massif Central, *Archéologie du Midi Médiéval*, Carcassonne, suppl. 1, 221p.
- Comet G. 1992. *Le paysan et son outil. Essai d'histoire technique des céréales (France, VIIIe-XVe siècle)*. Collection de l'Ecole Française de Rome, 165, 711p.
- Conte P. 1990. Souterrains, silos et habitat médiéval, état de la question archéologique en Limousin et Périgord, *Heresis*, 2 : 243-281
- Conte P. 1995. L'archéologie des silos médiévaux. Apports, limites et perspectives., in : *L'histoire rurale en France*. Actes du colloque de Rennes, 6-8 oct. 1994, Brunel G. et Moriceau J.-M. (ed.), *Histoire et Sociétés Rurales*, 3 : 191-197.
- Fixot M. 1980. Découvertes récentes de silos médiévaux en Provence. *Provence historique*, 118 : 387-404.
- Gady S. 1999 Evolution de l'habitat à structures enterrées en Limousin, proposition d'une chronologie, De l'habitat spontané à l'habitat aménagé. Chronologie et forme, in : *actes du IIe colloque sur le patrimoine troglodytique* (Sireuil, 1998), coll. Les cahiers de Commarque : 81-84
- Garcia D. 1987. Observations sur la production et le commerce des céréales en Languedoc Méditerranéen durant l'Âge du Fer : les formes de stockage des grains, *Revue Archéologique de Narbonnaise*, CNRS, 20 : 43-98.
- Garcia D. 1997. Les structures de conservation des céréales en Méditerranée nord-occidentale au Ier millénaire av. J.-C. : innovation technique et rôle économique, In : *Techniques et économie antiques et médiévales. Le temps de l'innovation*, Actes du colloque, d'Aix-en-Provence mai 1996, Garcia D. et Meeks D. (ed.), Errance, Paris : 88-96.
- Gast M. et Sigaut F. dir. 1979,1981.. Les techniques de conservation des grains à long terme : leur rôle dans la dynamique des systèmes de culture et des sociétés. Paris : CNRS, 1 et 2 .232p. et 238p.
- Gast M., Sigaut F. et Beutler C. dir. 1985. *Les techniques de conservation des grains à long terme : leur rôle dans la dynamique des systèmes de culture et des sociétés*. Paris : CNRS, 3.1 et 3.2, 344p et résumés, 606p et résumés.
- Gransar F. 2000. Le stockage alimentaire sur les établissements ruraux de l'Âge du Fer en France septentrionale : complémentarité des structures et tendances évolutives. in : *Les installations de l'Âge du fer en France septentrionale*, Actes du colloque ENS, Paris novembre 1997, Marion S. et Blancquaert G. (ed.), ENS, Editions rue d'Ulm, Etudes d'Histoire et d'Archéologie, 6 : 277-297.
- Marinval P., 1992. Etude carpologique d'une structure exceptionnelle : le silo du Ier Age du Fer de Thiais (Val-de-Marne). In : *Le Berry et le Limousin à l'Age du Fer. Artisanat du bois et des matières organiques*, D. Vuailat (dir.), Actes du XIIIe colloque de l'AFEAF, Guéret mai 1989, : 129-136.
- Matterne V., Yvinec Y. et Gemehl D. 1998. Stockage des plantes alimentaires et infestation par les insectes dans un grenier incendié de la fin du IIe siècle ap. J.-C. à Amiens (Somme), *Revue Archéologique de Picardie*, 3-4 : 93-120.
- Maurizio A., 1932. Histoire de l'alimentation végétale depuis la Préhistoire jusqu'à nos jours. Paris : Payot, 1932 (traduit du polonais). 663 p.
- Ollich I. et Cubero C. 1991. El graner de l'Esquerda : un conjunt tecnologic agrari de la Catalunya medieval, in : *La Vida medieval a les dues vessants del Pireneu*, actes du 2e Cours international d'Archéologie d'Andorre, LLOVERA X. (dir.), Patrimoni Artistic Nacional, Andorra la vella : 33-47.

- Pesez J.-M. 1998. *Archéologie du village et de la maison rural au Moyen Âge*. Recueil de vingt études sur l'habitat paysan en France médiévale accompagnées d'une bibliographie mise à jour réunies par J.-M. Poisson, Collection d'histoire et d'archéologie médiévales, Presses Universitaires de Lyon, 5,
- Petit J.-C. 2000. Souterrains-refuges en haut-Poitou, archéologie médiévale, XXIX , p. 392-394
- Piponnier F. 1998. Autour des celliers dijonnais : des mobiliers aux activités des vigneron (XIVe-XVe s.), in : *Le village et son environnement, Etudes offertes à J.-M. Pesez*, Feller L., Mane P. et Piponnier F. (ed.), Publications de la Sorbonne, Université de Paris I, Histoire Ancienne et Médiévale, 48 : 391-412.
- Puig C. 2003. *Les campagnes roussillonnaises au Moyen Âge : dynamiques agricoles et paysagères entre le XIIIe et la première moitié du XIVe siècle*, thèse de doctorat, Université Toulouse II Le Mirail, 4 vol., 918p.
- Raynaud C. 1990. La conservation des denrées agricoles, in : *Le village gallo-romain et médiéval de Lunel-Viel (Hérault). La fouille du quartier ouest (1981-1983)*, Raynaud C. (dir.), Annales Littéraires de l'Université de Besançon, Centre de Recherches d'Histoire Ancienne, 422, 97 : 75-93. voir aussi les contributions de Diot M.-F. (palynologie) et Ruas M.-P. (semences des silos).
- Ruas M.-P. 1998. « Les plantes consommées au Moyen Age en France méridionale d'après les semences archéologiques. », in : Campech. S. et Pousthomis-Dalle N. (éd.), « *Usages et goûts culinaires au Moyen Age en Languedoc et en Aquitaine*. », Actes du colloque (Carcassonne, 1996), *Archéologie du Midi Médiéval*, 15-16: 179-204.
- Ruas M.-P., 2002. *Productions agricoles, stockage et finage en Montagne Noire médiévale : le grenier castral de Durfort (Tarn)*, Paris, MSH, DAF, 93, 231p.
- Ruas M.-P. et Marinval P. 1997. A propos de formes de stockage des plantes alimentaires et de denrées végétales ». In : *Techniques et économie antiques et médiévales. Le temps de l'innovation*, Actes du colloque, d'Aix-en-Provence mai 1996, Garcia D. et Meeks D. (ed.), Errance : 232 - 233.
- Sigaut F. 1978. Les réserves de grains à long terme, techniques de conservation et fonction sociale. Maison des Sciences de l'Homme, Paris. 202 p.

Carlos Laliena Corbera (Universidad de Saragossa)

### *Las hambres y Carestías en Aragón y Navarra (1280-1347)*

1. El análisis sobre las dificultades frumentarias en las regiones del interior mediterráneo de la Península Ibérica debe partir inexcusablemente de la excepcional obra de Maurice Berthe sobre las *Famines et épidémies dans les campagnes navarraises à la fin du Moyen Âge*, una tesis de Estado publicada en 1984. La sombra de esta tesis se extiende alargada no sólo sobre la descripción de la crisis demográfica bajomedieval en Navarra y *a fortiori* en Aragón, sino también en general sobre todo el espacio peninsular durante estos dos siglos. La riqueza y la precisión cuantitativa que permiten las fuentes conservadas para este territorio de 12.000 km<sup>2</sup>, la posibilidad de establecer una secuencia dinámica de los acontecimientos demográficos y la capacidad de estos testimonios para llegar al nivel microhistórico, han jugado también un papel determinante en la aparición de varios trabajos más, de Juan Carrasco y de Peio Monteano, relativos a diferentes momentos de la coyuntura demográfica navarra. En conjunto, pocas regiones europeas disfrutaban de una acumulación de estudios sobre su trayectoria demográfica equiparable a la que goza la Navarra de los siglos XIV y XV.

Comenzaremos por algunas de las fuentes navarras y aragonesas, que han sido descritas en múltiples ocasiones y son muy semejantes a las que pueden hallarse en otras zonas. Los registros de fuegos, en particular, confeccionados para recaudar impuestos como el “monedaje” y los subsidios conocidos como “fogajes”, tienen características comunes: están constituidos por grandes recuentos nominales, los impuestos tienen una tasación fija por unidad contribuyente y el umbral que separa a los que pagan de los exentos suele ser muy bajo. La mayor diferencia entre ellos radica en que el monedaje se aplicaba a los patrimonios mientras que los fogajes se centraban en casas. Aunque existen algunos restos anteriores a la Peste Negra (Huesca, 1284; aldeas de Zaragoza, 1301; Estella, 1330; Teruel y su Comunidad, 1342), la mayoría de los registros conservados son posteriores a 1348, lo cual es especialmente cierto para los “fogajes” (los primeros exigidos datan de 1362, en Aragón, y 1366, en Navarra, pero solamente éste ha llegado hasta nosotros). En cualquier caso, se trata siempre de cortes en la curva demográfica, que ofrecen cifras generales de población, pero proporcionan escasa información sobre los problemas de la coyuntura.

Para medir las crecientes dificultades del campo navarro, Maurice Berthe utiliza, sin embargo, una fuente muy distinta de estos registros fiscales. Se trata de las anotaciones en los libros de contabilidad reales de los pagos efectuados por un grupo muy concreto de campesinos, siervos que dependían del rey en el centro y el norte de Navarra. Estos siervos o *villanos* satisfacían desde fines del siglo XII y principios del siglo XIII una exigencia señorial básica, la “peyta”, que era fija aunque se estructuraba en tres categorías, que dependían de la posesión de animales de labor, del trabajo con la azada y de la condición femenina de la unidad familiar. La oscilación de estas “peytas” comunidad a comunidad, permite verificar los altibajos de la población de manera muy directa. Este breve resumen no hace justicia al interés de la fuente; en efecto, los representantes de los monarcas no se limitaban a establecer la cantidad de dinero o cereal debida por los campesinos, sino que anotaban año a año los nombres de quienes habían visto empeorar o mejorar su situación dentro de la escala citada y las razones por las cuales esta circunstancia había cambiado, incluyendo la muerte o emigración. Además, recogían datos de los años anteriores, de manera que el enlace entre las anotaciones de diferentes anualidades es bastante perfecto. La justificación de los motivos por los que cambia la clasificación de los “pecheros” y la explicación de su desaparición

tienen generalmente un alto contenido dramático: hombres muertos cuyas mujeres mendigan, tierras abandonadas que no cultiva nadie, miseria, hambre... (Cf. fotocopia 1).

Estas indicaciones de las contabilidades reales son muy efectivas para trazar la evolución de una muestra amplia de las comunidades rurales navarras. Peio Monteano ha comprobado cómo en un par de ocasiones en que se enumeran todos los contribuyentes, la correlación estadística con el importe total de las “peytas” es muy alto. Es decir, la modificación al alza o a la baja de las cifras recaudadas es un buen indicador del aumento o decrecimiento del número de unidades fiscales.

Estos datos figuran en registros de contabilidad reales desde 1280 y cubren, por tanto, el periodo completo que nos interesa, si bien la información que manejó Berthe respecto a la etapa 1280-1295 es bastante incompleta, puesto que con posterioridad Juan Carrasco ha publicado varios volúmenes de cuentas que obligarán a rehacer esta parte del estudio. Por el contrario, Peio Monteano ha examinado las noticias correspondientes a los años de la peste (1347-1349) y sus resultados son casi idénticos a los obtenidos por Maurice Berthe.

Al margen de este problema sobre la fase final del siglo XIII, que es importante, pero no esencial, el interrogante fundamental que suscitan las fuentes empleadas por este autor es hasta qué punto son representativas respecto al conjunto de Navarra y, en el contexto del estudio de las carestías mediterráneas, con relación a las regiones del Valle del Ebro y los macizos del Sistema Ibérico. Dado que Berthe escribe su tesis profundamente influido por los historiadores anglosajones (Titow, Postan) y por la idea de que las décadas de 1280 a 1340 constituyen una etapa de estancamiento demográfico en un nivel de población tan alto que provoca un auténtico y masivo empobrecimiento campesino, la representatividad de sus hallazgos es un problema decisivo para la interpretación general.

En este sentido, hay dos dificultades significativas, que el propio Berthe señaló en su momento: en primer lugar, las 223 aldeas sobre las que existe información se reparten a partes casi iguales en dos circunscripciones del norte y el centro de Navarra, las *merindades* de Sangüesa y Pamplona. Cubren la zona montañosa –pero no toda, puesto que faltan algunos valles importantes de la parte más oriental– y las cuencas prepirenaicas, suavemente onduladas y abiertas a la influencia atlántica. En este conjunto no faltan terrazgos fértiles de suelos aluviales, pero las tierras altas y las zonas húmedas son bastante disuasorias para el cereal, en las condiciones de cultivo medievales. Los testimonios recogidos por Berthe son bastante concluyentes y manifiestan las dificultades cotidianas de los campesinos de la Navarra húmeda para obtener buenos rendimientos cerealistas en este periodo. La segunda característica del paisaje regional es la alta dispersión del poblamiento, que se traduce en un considerable número de lugares de hábitat de un tamaño muy reducido: la mayoría de los lugares de la muestra de Berthe se sitúan entre los 5 y 20 fuegos, no siendo escasos los que quedan por debajo de 5 familias. En conjunto, cuenta con unos 3.600 fuegos hacia 1320-1340, un 7.2 % de los 50.000 fuegos que calcula para todo el reino, como mínimo (su estimación máxima alcanza los 56.000 fuegos, lo que reduciría su muestra al 6'4 %).

En mi opinión, Berthe no hace suficiente énfasis en el aspecto social de la selección que imponen las fuentes. En efecto, las familias campesinas que pagan las “peytas” están formadas por siervos (*villanos*, *villanos solariegos*); Berthe los considera “tenanciers libres”, pero esta percepción de la situación jurídica de los “pecheros” es apresurada y optimista. Aunque es cierto que las exacciones que pesaban sobre este conjunto de familias estaban fijadas por acuerdos firmados con los reyes dos y tres generaciones atrás, y en bastantes casos eran relativamente módicas, no deben ser subestimadas. Tampoco el hecho de que estaban acompañadas por signos de sumisión que convertían a estos *villanos* en hombres sin honor, como se verifica en el *Fuero General de Navarra* (una obra legislativa del siglo XIII, confirmada en 1328). La emigración hacia las ciudades del Valle del Ebro era una constante de la demografía de esta región, antes incluso de que las crisis cerealistas hicieran su

aparición. Cuando se multiplicaron las carestías, estas gentes abandonaron sus tierras prosiguiendo una experiencia migratoria secular. En otras palabras, la muestra de Berthe afecta, sin duda, al grupo más frágil de la población rural navarra.

Estas fuentes basadas en la “peytas” no existen en Aragón que, en este sentido, se parece a la Navarra meridional: como se ha dicho, disponemos de algunas listas nominales, pero no de indicadores de la coyuntura. Por tanto, para establecer las fases de carestía hay que recurrir a noticias procedentes de documentos muy variados. Entre ellos, los únicos que forman una serie homogénea son los permisos para exportar grano que concedían los reyes a los grandes nobles (y a los mercaderes que colaboraban con ellos), que se encuentran en los registros de la Cancillería del Archivo de la Corona de Aragón de Barcelona. La tarea de vaciar estos registros, sin embargo, es difícil puesto que hay alrededor de un millar anteriores a 1350 y aunque este número se reduzca a los de la serie *Gratiarum* son demasiados para un investigador solitario.

Guiándome por la serie de crisis meteorológicas y penurias alimentarias establecida por Berthe, he intentado completarla para Aragón y comprobar cuáles de estos momentos críticos son propios de la montaña pirenaica y cuáles son lo bastante graves como para extenderse también a otras áreas geográficas. La coherencia de estas informaciones con las procedentes del espacio catalán y valenciano puede dar solidez a los indicios encontrados hasta ahora, que no son demasiado abundantes. Siempre es difícil especular sobre argumentos *ex silentio*, pero el hecho de que los territorios aragoneses sean excedentarios en cereal, con un amplio comercio dirigido hacia el Mediterráneo y la zona de Navarra-País Vasco en el transcurso de este periodo, lleva a pensar que las coyunturas críticas fueron menos acentuadas al sur del Prepirineo, con ciertas excepciones.

2. Como he dicho, el único periodo cubierto por la tesis de Berthe para el cual hay un cierto número de registros que no conoció es, justamente, el de 1260-1300, lo cual debilita algo las conclusiones a las que llega. En todo caso, sus afirmaciones son taxativas: esas cuatro décadas corresponden a “un largo periodo de marasmo”, en el cual observa “signos de un grave malestar” (1260-1280) y “turbulencias frumentarias” en los veinte años siguientes.

	1260	1283-1284	1293-1296	1298-1299
<b>Pamplona</b>		déficit 6.2 %	normales	normal
<b>Sangüesa</b>	déficits 40-70 %	déficit 8.8 %	déficits locales	déficits locales

Fuente: M. BERTHE, *Famines*, pp. 199-206

Berthe atribuye los elevadísimos déficits de 1260, que supondrían pérdidas de población equivalentes, a la inexperiencia de los recaudadores de las “pechas”, que incrementó notablemente el fraude. Coloca una nueva coyuntura difícil durante los años 1283 y 1284, que concierne a un tercio de las 216 aldeas y la mitad de los valles navarros, pero las siguientes malas cosechas tuvieron lugar en la parte nororiental de Navarra, la *merindad* de Sangüesa.

¿Qué sucede en este periodo en Aragón? Antoni Riera ha trazado un panorama de lo que califica de estadios previos a las crisis agrarias del siglo XIV, basándose sobre todo en las prohibiciones estatales de exportar grano fuera de los territorios de la Corona de Aragón.



CORONA DE ARAGÓN								
Prohibiciones de exportación	1257-1258	1271	1274	1276-1278	1280-1281	1283-1285	1286	1291

Fuente: A. RIERA, “Els pròdroms de les crisis agràries”, pp. 60-61

Como afirma el propio Riera, es imposible deducir de este conjunto de prohibiciones de exportar cereales las causas, la intensidad y la distribución geográfica de las “crisis agrarias”, como él las llama. Por otra parte, hay momentos en los que estas prohibiciones dependen de problemas políticos: el periodo 1283-1286, que coincide con problemas en el norte de Navarra, corresponde a la conquista aragonesa de Sicilia y al estado de guerra entre la Corona y Francia precisamente a través de las fronteras de Navarra. No conviene descartar, además, que algunas de estas prohibiciones tengan como objetivo aumentar los beneficios obtenidos por el rey vendiendo las licencias de exportación, más que proteger a la población de la falta de cereal.

Por tanto, es probable que, como señala este autor, “antes de 1300 [solamente] hay carestías generalizadas y alguna penuria regional”, pero no hambres en el sentido en que las habrá en el siglo XIV. Añade que en la Corona de Aragón “durante las dos últimas décadas del Doscientos, el grano producido dentro de las frontera cubría, en los periodos de normalidad, las necesidades –crecientes– de la población”. Las alzas de precios que se produjeron fueron consecuencia tanto de malas cosechas como, principalmente, de las fuertes distorsiones en el mercado cerealista por efecto de la guerra de Sicilia y la Unión aragonesa (la sublevación de nobles y ciudades contra Pedro III) de 1283.

3. Berthe distingue dos fases de malas cosechas en la primera mitad del siglo XIV, separadas por un decenio de recuperación agraria. Aquí mantendremos esa distinción para mayor claridad en la exposición. Veamos lo que señala para la primera.

	1304-1305	1308	1311-1312	1313-1314	1315
<b>Pamplona</b>	déf. 6 %	déf. 4 %	déf. 7.2 %	normales	déf. 4.4 %
<b>Sangüesa</b>	déf. 2.3-6.7 %	déf. 5.5 %	sin datos	déf. 11.2-17.1 %	déf. 3 %

Fuente: Berthe, *Famines*, pp. 206-220

El balance de esta etapa es bastante desolador: las inclemencias metereológicas castigan de forma alternativa a los valles más occidentales y atlánticos y a los más orientales y mediterráneos, de tal modo que apenas un diez por ciento de las comunidades campesinas atraviesan estos años sin padecer pérdidas demográficas, debidas a la emigración y, siempre según Berthe, a las muertes causadas por las deficiencias alimentarias. En 18 años, dos de cada tres aldeas de la *merindad* de Pamplona sufrieron al menos dos hambrunas y algo parecido sucede con el centenar de localidades de la región de Sangüesa. Las pérdidas son siempre muy variables y el hambre golpea de manera desigual cada vez a los diferentes valles, pero, en general, las cifras de “pechas” y, por tanto, de “pecheros” revelan caídas superiores al 10 % y, en algunos casos, al 20 %. Sin embargo, el gran hambre de 1315 sólo deja rastros en los valles que vierten hacia el Cantábrico, confirmando que se trata de una crisis de la Europa atlántica.

En el Sur de Aragón, una crónica local, llamada *Crónica de los Jueces de Teruel*, de carácter analístico y, en la versión que recogemos, anterior a 1348, recuerda claramente que los 1313-1314 fueron malos: *Fue año caro*, dice refiriéndose a 1313 y *valio la fanega de trigo ocho sueldos*, con respecto a 1314, una cifra ciertamente elevada (*Crónica*, pp. 126-127). Un documento procedente de la misma zona meridional de Aragón, de Miravete de la

Sierra, fechado en 1311, señala que los años precedentes habían sido ya difíciles *por guerras et por los annos fuertes*, es decir, por la falta de cereal (GARGALLO, nº 2).

En el Valle del Ebro hay también signos de dificultades. Los jurados y hombres buenos de Zaragoza impusieron la prohibición de sacar grano de la ciudad en la primavera de 1311. Como Zaragoza era un puerto fluvial importante, que concentraba el tráfico cerealista de una amplia región correspondiente a la zona occidental del reino, para dirigirlo hacia Tortosa y el Mediterráneo, la decisión de los magistrados pretendía asegurar el consumo de los habitantes de la ciudad restringiendo el comercio. Sin embargo, esto perjudicaba a los grandes productores, como el obispo de Zaragoza, que centralizaban sus rentas y diezmos en la capital antes de embarcarlos hacia los mercados mediterráneos. La protesta del prelado ante Jaime II fue admitida por el monarca, que ordenó que se le permitiese exportar su cereal. El rey señala que esta comercialización no debía ser impedida *considerata qualitate temporis*, a la vista de la situación frumentaria general (MOXÓ, nº 103). Es evidente que, a pesar de lo que indica el rey en su mandato, los jurados de Zaragoza eran conscientes de estar ante una coyuntura complicada y que el obispo sabía que la acumulación de cereal en la capital hacía bajar los precios artificialmente, de modo que en cualquier otro mercado obtendría mayores beneficios.

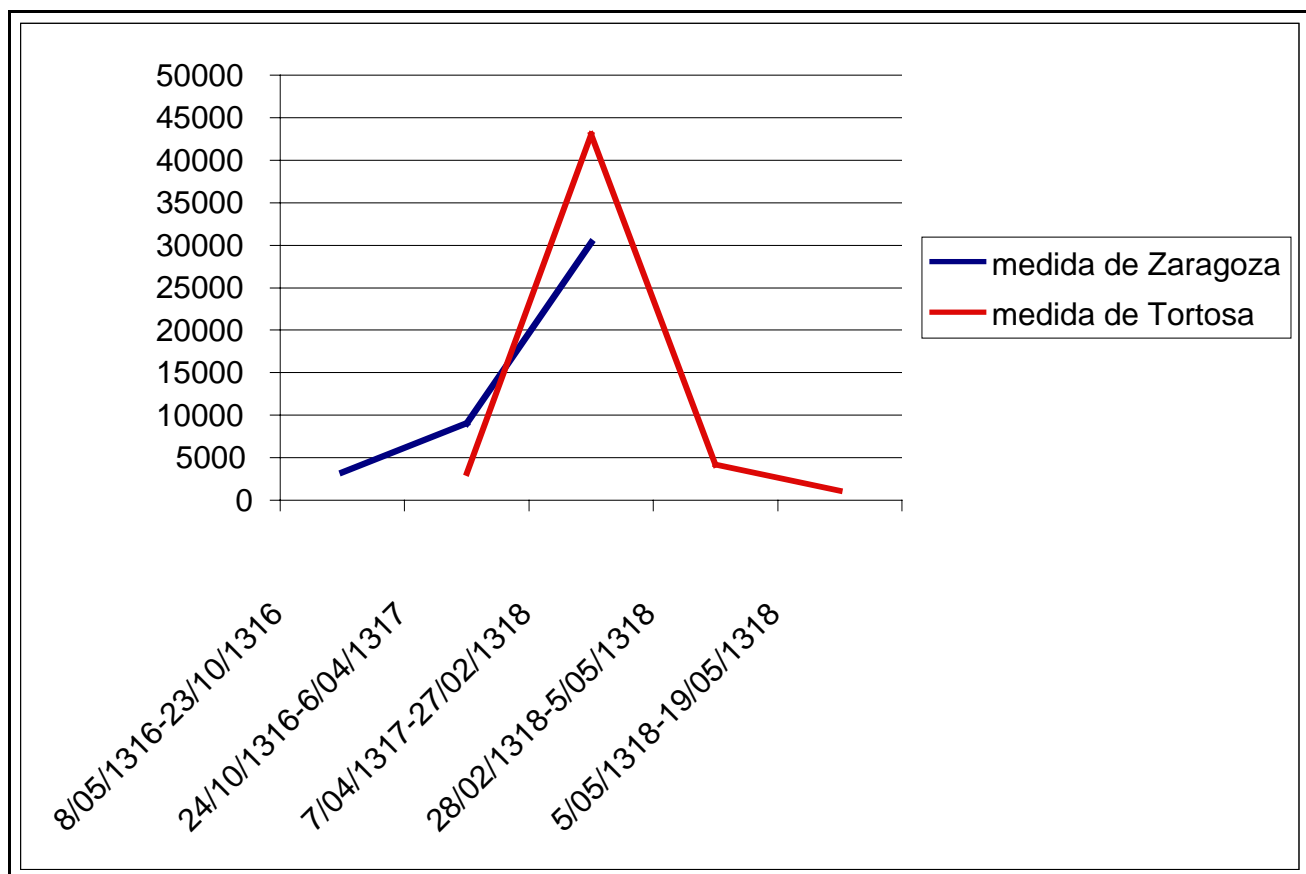
En conjunto, es bastante seguro que las cosechas de 1311-1313 fueron deficitarias, elevaron notablemente los precios y tuvieron ciertas repercusiones sociales, como tendremos ocasión de examinar más adelante.

Jean-Pierre Cuvillier estudió en 1970 tres registros de la cancillería real (nº 213-215) correspondientes a los dos años que van de mayo de 1316 al mismo mes de 1318, que reagrupan cerca de 500 permisos del rey para la exportación de cereales y que se sitúan en el momento final de este primer ciclo del siglo XIV.

	8/05/1316- 23/10/1316	24/10/1316- 6/04/1317	7/04/1317- 27/02/1318	28/02/1318- 5/05/1318	5/05/1318- 19/05/1318
<b>medida de Zaragoza y Monzón</b>	3250	9060	30270		
<b>medida de Tortosa</b>		3200	42999	4200	1100
<b>medida de Valencia y Alicante</b>	14200	6250	15413	100	

Fuente: J. P. Cuvillier, "La noblesse catalane", pp. 123-124. Se excluyen las exportaciones en medida de Lérida y Barcelona.

Medidas en *cahíces* (Zaragoza, Valencia y Tortosa, entre 199 y 202 l., Alicante, 249 l.)



Según los datos de Cuvillier, la cosecha aragonesa y valenciana de 1316 fue aceptable y las exportaciones se concentraron principalmente en agosto. Desde fines de octubre disminuyeron las exportaciones y se paralizaron durante el invierno de 1317, ya que oficialmente se admitió la posibilidad de que hubiera dificultades, como al parecer ocurría en Navarra y el País Vasco. La cosecha, sin embargo, fue finalmente buena en el Valle del Ebro y las exportaciones recuperaron un fuerte ritmo, con cifras muy elevadas durante la primavera y el verano. Dos ejemplos concretos: el nueve de abril, el noble aragonés Artal de Luna recibió permiso para exportar 1.500 *cahíces* de trigo (3.000 hl.) hacia Gascuña “y cualquier otra parte”. En agosto, el mismo Artal de Luna consiguió una licencia para exportar 2.000 *cahíces* de trigo (4.000 hl.) por el Ebro desde Zaragoza hacia donde quisiera (MOXÓ, nº 124 y 130). La *Crónica de los jueces de Teruel*, en la entrada del año comprendido entre abril de 1316 y abril de 1317 lo confirma: *fue buen año fértil y abundoso* (*Crónica*, p. 128).

Durante el otoño de 1317, las condiciones meteorológicas empeoraron y las cantidades de cereal autorizadas a salir de la Corona se redujeron al mínimo, señal de una situación de carestía, que se extendió por todos los territorios del interior. El contraste entre estos dos ciclos agrícolas, el de 1316-1317 y el de 1317-1318 define bien las oscilaciones que experimentaban regiones excedentarias con un mercado cerealista sólo parcialmente integrado.

4. La segunda fase descrita por Berthe se extiende entre 1328 y 1346, en el corazón mismo de las crisis frumentarias que preceden a la Peste.

Maurice Berthe señala un primer año malo en 1328, con 77 aldeas afectadas entre las *merindades* de Pamplona y Sangüesa, y pérdidas que sitúa alrededor del 3.4 % para la región pamplonesa y cifras equivalentes para las zonas más orientales de norte de Navarra.

La verdadera catástrofe, sin embargo, se abate sobre los campesinos navarros a partir de 1333 y de manera acumulativa. Las sucesivas cosechas hasta 1336 son deficitarias, de modo que el hambre se agrava año a año hasta culminar en 1335, para retroceder lentamente en 1336. Sobre 3.200 fuegos, calcula que 458 fueron gravemente afectados por el hambre, la mitad de los cuales aproximadamente quedaron truncados o destruidos por la sobremortalidad. Cerca de sesenta comunidades escaparon a la crisis, pero otras tantas sufrieron entre dos y tres años de penuria y el resto al menos un año de pérdidas humanas causadas por el hambre.

A partir de entonces, las tierras alrededor de Pamplona se fueron recuperando lentamente, mientras que los problemas persistieron en la región de Sangüesa, donde solamente los años 1339, 1343 y 1344 fueron aceptables. Años de hambre larvada, como los describe Berthe, de miseria y dificultades.

En Aragón hay alguna noticia de trastornos meteorológicos en 1328 –inundaciones catastróficas en Zaragoza y Teruel, por ejemplo (GIMÉNEZ SOLER, pp. 65-67)–, pero la impresión es que los problemas se acentuaron, como en el resto del área mediterránea, a partir de 1333. En Santa Cilia, cerca de Jaca, en la zona pirenaica, se citan como causas de su despoblación hacia 1336 “la esterilidad y las mortalidades” (LEDESMA, nº 240); en Huesca, situada ya en el Valle del Ebro, la *aljama* de los moros de la ciudad fue eximida parcialmente de impuestos en 1337 para aliviar la carga de las deudas contraídas *propter annorum preteritorum sterilitatem* (BASÁÑEZ, nº 24). En Zaragoza, en 1335, el rey favorece la importación de cereales desde Calatayud, Daroca y Teruel, es decir, desde todo el occidente del reino (BARRAQUÉ, p. 180). También la crónica turolense se refiere al periodo de abril de 1334 a abril de 1335 como un “año caro” (*Crónica*, pp. 138-139).

Pero quizá la medida más expresiva de estas dificultades se verifica a escala local. En Tronchón, una localidad del Maestrazgo turolense de algo más de trescientos fuegos antes de la Peste, la autoridades municipales inician a finales de 1330 un ciclo de endeudamiento para comprar trigo, que venden a crédito (y suponemos que a precio tasado) a las familias que lo necesitan. Entre agosto de 1331 y mayo de 1336, el concejo de Tronchón obtuvo de diversos prestamistas de Alcañiz y Morella un total de 15.077 sueldos jaqueses, 2.300 sueldos reales valencianos y 200 *cahíces* de trigo, según los recibos que se conservan en el archivo local. El uso de ese dinero está claro: el 6 de febrero de 1333, Jimeno García y su mujer María reconocían deber al concejo de Tronchón nueve sueldos y nueve dineros jaqueses por el grano que les había sido prestado, un ejemplo de lo que sucedió con otras familias en los meses siguientes (TOMÁS, nº 8 a 21).

Como resumen de la cronología de las carestías, se puede constatar que en Navarra y Aragón se produjeron coyunturas particularmente críticas hacia 1280-1284, 1311-1314, seguramente 1318 en Aragón (pero no en Navarra), y 1333-1336. Excluyo la crisis de 1347-1349, puesto que la combinación de guerra civil en Aragón y avance de la peste se superpuso sobre los problemas cerealistas y, en principio, se trata ya de un ciclo relacionado más bien con los de la segunda mitad del XIV, caracterizados por la epidemia, la guerra, el impuesto y las cosechas deficitarias.

5. ¿Qué suponen estas fases más o menos prolongadas de carestía y hambre en el contexto general de las sociedades de estos territorios mediterráneos del interior?

Organizaré la respuesta provisional a esta pregunta en tres planos: el crecimiento demográfico, los trastornos sociales coyunturales y el desarrollo de los mercados, que son, probablemente, los que podemos observar de manera preliminar más fácilmente.

Maurice Berthe representa la posición malthusiana más redonda con relación a este periodo en la investigación medievalista, sin duda. En su opinión, en los valles navarros, las

oleadas recurrentes de hambre debilitaban y endeudaban a las familias campesinas, las empujaban a emigrar temporalmente, promovían desplazamientos definitivos y, finalmente, originaban sobremortalidades más o menos graves, en una secuencia que era sucesiva y acumulativa. Las carestías repetidas conducían al hambre, acentuaban la pobreza campesina y producían bruscos descensos demográficos en estas pequeñas comunidades campesinas. Sin embargo, en el periodo 1280-1346, migraciones y mortalidades no fueron capaces de romper el impulso positivo de la población, que, con fases de ligera inflexión, se movió constantemente al alza: con un índice 100 en 1280, en la *merindad* de Pamplona el máximo se alcanza en 1333 con un índice 117.4 y se estanca hasta la peste en torno al 110. En la región de Sangüesa, el máximo llega en 1345, con un índice 120.6. Las tasas de crecimiento son elevadas, del orden del 0.25-0.53 % anual, lo que indica que las crisis de subsistencias sangran el campo navarro, pero no impiden la prosecución del crecimiento. El resultado, en un mundo lleno, es un empobrecimiento rural.

Con relación a Aragón, las fuentes precisan únicamente instantáneas de la situación demográfica en determinadas áreas, pero la imagen que traducen de conjunto es similar: la población del entorno rural de Zaragoza en 1302, de la región de Teruel en 1342 y del territorio de Calatayud en 1349, se sitúan en niveles equivalentes o superiores a los de finales del siglo XVIII y principios del siglo XIX, es decir, muy poco por debajo de los máximos históricos de la población rural española (SESMA-LALIENA, en prensa). Otros indicios menos cuantitativos, que no puedo enumerar aquí, son igualmente concluyentes en el sentido de que la población aragonesa creció hasta el segundo tercio del siglo XIV.

Como se desprende del planteamiento de Maurice Berthe, la carestía primero y el hambre después son consecuencia de un desequilibrio entre los recursos agrarios y la población, agravados por las circunstancias meteorológicas. El norte rural de Navarra se caracterizaba por una capacidad limitada para sostener a sus habitantes, de tal modo que la multiplicación de las familias disminuía las tierras disponibles y alimentaba la miseria. Las roturaciones habían alcanzado su techo mucho antes de 1280 y las tentativas de ocupar las tierras marginales se saldaron con precoces fracasos, con el abandono de los lugares creados en la fase final antes incluso de la Peste. La necesidad de obtener cosechas a cualquier precio llevaba a cultivar la tierra de manera excesiva y con instrumentos insuficientes, lo que disminuía los rendimientos. Todo ello agravado por unos niveles de exacción señorial muy altos. En este ambiente de deterioro, cualquier incidencia era suficiente para provocar la citada secuencia de endeudamiento, emigración y pérdidas demográficas.

Esta perspectiva resulta maximalista para los historiadores navarros y aragoneses. Luis Javier Fortún, por ejemplo, ha evaluado el periodo entre 1250 y 1350 en Navarra desde un punto de vista sensiblemente más optimista, en parte inducido por unas fuentes que contemplan en mayor medida las villas y ciudades navarras de la Ribera del Ebro. Sugiere que la expansión de la población sostiene durante todo el siglo XIII y principios del XIV un persistente movimiento de roturación de tierras, una expansión y regulación de los pastizales y, lo que es más interesante, un esfuerzo colectivo importante para ampliar y mejorar los sistemas de irrigación, lo que supone, en último término, un aumento de la productividad del trabajo campesino y de la producción cerealista y vitícola. Añade que la cesión de la explotación de las reservas señoriales a los campesinos y, en ocasiones, a las comunidades rurales de manera colectiva suponen a su vez un factor de aumento de la productividad de la tierra. A estos datos positivos, añade la idea que de Berthe subestima ampliamente el fraude fiscal y la incidencia de la evolución de los precios cerealistas, que se doblan entre 1280 y 1340, de modo que una parte del registro del crecimiento demográfico a través de las "pechas", constituiría, de hecho, el resultado de la adecuación por los oficiales reales de los ingresos a la inflación. La emigración, por último, servía para aumentar el dinamismo de las ciudades como Estella, Olite o Tudela, bien documentado.

Naturalmente, Fortún admite que hay una presión fuerte sobre los recursos e indicaciones serias de deudas campesinas, pero también subraya que existe de una respuesta positiva en forma de una considerable intensificación del trabajo (roturaciones, viticultura, regadío). En conjunto, aboga por “un mundo estancado, que ha agotado sus posibilidades de expansión, situado por tanto a un paso del abismo, pero el verdadero abismo no se franqueó hasta la crisis de 1346-1348” (FORTÚN, p. 168).

El demanda de tierras es un fenómeno observable a gran escala en Aragón entre 1280 y 1320. Los conflictos inacabables entre localidades vecinas por los terrazgos limítrofes llenan los pergaminos de los archivos locales. Normalmente, se trata de los documentos más antiguos y mejor conservados en ellos, lo que prueba la trascendencia que se les concedía. Innumerables pleitos siempre resueltos provisionalmente llegaron a la curia real o a las manos de árbitros elegidos por las partes, para delimitar los términos de estas poblaciones, en un esfuerzo por llevar hasta el máximo posible el cultivo de tierras marginales y el aprovechamiento de los pastos. Este incremento de las tensiones es evidente principalmente en los territorios del Valle del Ebro y el Aragón meridional, donde la colonización se había iniciado en la segunda mitad del siglo XII y proseguía todavía un siglo después (LALIENA, p. 64). A las roturaciones les acompaña, a una escala muy vasta, la creación de sistemas hidráulicos para regar la mayor cantidad posible de tierras aluviales (SESMA, UTRILLA, LALIENA, *passim*), así como una exhaustiva regulación del uso del agua para garantizar su máxima utilización como factor productivo.

Por todo ello, parece claro que durante los años normales Aragón era ampliamente excedentario en cereales, como he señalado. Los datos son concordantes, aunque las cifras sean muy difíciles de precisar. Una noticia procedente del desaparecido Cartulario de Zaragoza, recogida por un autor del siglo XVIII, Ignacio de Asso, indica que Zaragoza, el mayor puerto fluvial del Ebro, aceptó en 1320 pagar 50.000 sueldos barceloneses a Jaime II para que sus mercaderes fueran eximidos de pagar peajes en Tortosa. Esta cantidad se recaudó mediante un impuesto sobre el valor del trigo exportado, a razón de 3 dineros por libra (un 1.25 % *ad valorem*), lo que supone que el importe del grano superó, en el tiempo que estuvo vigente esta tasa, las doscientas mil libras jaquesas, una cantidad extraordinaria, incluso si se computan las exportaciones de varios años (ASSO, p. 222). En 1342, el arzobispo de Zaragoza obtuvo un permiso del rey para exportar 10.000 *cahíces* de trigo o el doble si se trataba de *ordio* (una variedad de *Hordeum*, un cereal panificable de inferior calidad) con validez durante ocho meses, desde la capital hacia donde quisiera (MOXÓ, nº 289). Por tanto, es difícil pensar que la ecuación entre población y recursos era crítica en el caso aragonés, lo cual no significa que Aragón constituyera un todo homogéneo, al cual esta afirmación es aplicable. Como ocurre en Navarra, la zona pirenaica había alcanzado en el transcurso del siglo XIII el máximo de su potencial agrícola, de modo que los mismos problemas que Berthe detecta en las *merindades* de Pamplona y Sangüesa se perciben también en las región de Jaca y Sobrarbe.

6. La traducción de esas dificultades se observa de una manera muy clara a través de fenómenos como la emigración, que es un rasgo estructural de las sociedades montañosas. El registro del monedaje de 1302 de las aldeas de Zaragoza, por citar un ejemplo, que contiene 1.381 nombres, muestra una elevada proporción de apellidos toponímicos con referencia a los valles del Pirineo aragonés, las Cinco Villas y Navarra (SESMA-LALIENA, en prensa). Para contrarrestar estos bruscos desplazamientos de población, los señores tanto navarros como aragoneses otorgaron una notable serie de franquicias, en las que se reducían sensiblemente las “pechas” que entregaban los campesinos. La coincidencia cronológica de estas concesiones con las fases de carestía y hambre es concluyente: entre abril de 1315 y julio de 1316, el monasterio navarro de Irache redujo las “pechas” de los siervos (*coyllaços*)

de sus dominios de Ayegui, Zurbano, Irujo, San Salvador de Oteiza, Ugar y San Andrés de Yarte. El motivo que indican los monjes de Irache no deja lugar a dudas: *veyendo que muchos dannyos grieves que suelen venir en nuestros coyllaços e lavradores de Iruxo por la grant pecha que avian, que deysando sus logares e patrimonios que solian yr a fincar a otro logar*. Los campesinos renunciaban a tierras cuyo coste era demasiado elevado en términos de renta (LACARRA-MARTÍN DUQUE, nº 460, 461, 463, 465, 470 y 471). En 1311-1312, el obispo de Huesca hizo parecidas concesiones a los campesinos de sus señoríos de Escanilla, Lamata y Lecina, en el Pirineo aragonés, al igual que los benedictinos de San Juan de la Peña, con relación a Santa Cilia, esta vez en 1336 (DURÁN, p. 161 y LEDESMA, nº 240).

Berthe apunta a que una de las razones por las que se agrava la posición de las familias campesinas era, justamente, por el incremento de las cargas señoriales. En concreto, muchas de las comunidades navarras estaban sometidas a una “pecha” colectiva en cereal y dinero, de tal modo que la disminución del número de familias contribuyentes multiplicaba la exigencia sobre las restantes. La disminución de la renta y el alza de los precios durante la carestía, además, elevaban el peso real de la renta, a pesar de que nominalmente no variaba.

Este argumento tiene poco peso a escala de toda Navarra y Aragón. En parte, porque resulta contradictorio con el hecho de que la población creció –o, cuando menos, se mantuvo– en todos los territorios contemplados, por lo que esta observación de Berthe es válida únicamente en ámbitos locales. En segundo lugar, porque la actitud de los señores laicos y eclesiásticos no fue tan firme como la de los reyes navarros frente a las reclamaciones de las comunidades montañosas para que se aligerasen las “pechas”, como hemos visto. Finalmente, porque tanto en la Navarra meridional, como en la inmensa mayor parte de Aragón, la acción colectiva de los grupos campesinos estaba promoviendo una masiva concesión de cartas de franquicia que estabilizaba las exigencias señoriales, reducía el impacto de las demandas relacionadas con la jurisdicción (justicia, hueste, alojamientos...) y, sobre todo, otorgaba una considerable autonomía a las instituciones campesinas en el seno de las comunidades rurales. Como las rentas de la tierra crecían, al igual que los diezmos (para las instituciones eclesiales), y como muchos señores aragoneses controlaban poblaciones mudéjares sometidas a prestaciones parciarias, que aumentaban con la producción, gracias a las roturaciones y a la irrigación, no hay una contradicción en este periodo entre el crecimiento global del ingreso señorial y la disminución *per capita* de las rentas percibidas sobre los campesinos.

Esta reducción del peso de la renta señorial en el nivel de las familias campesinas (y urbanas), acentuada por la difusión de modelos proporcionales de redistribución de la carga fiscal y señorial tanto en las ciudades como en las localidades rurales (“por sueldo y libra”, es decir, con estimación de los bienes de los contribuyentes), está más que compensada por la implantación de la fiscalidad real. Todavía en 1280-1283, las demandas de Pedro III fueron contempladas como ilegítimas y abusivas, hasta el punto de sostener una sublevación de gran magnitud contra el rey –la Unión de 1283-1291– (LALIENA, 1989, pp. 409-413). A partir del decenio de 1291-1301, Jaime II renunció a los procedimientos autoritarios de sus predecesores, para negociar la imposición de amplios subsidios, justificados caso a caso y siempre crecientes. Puede servir como ejemplo la campaña de Almería, de 1309, que hizo que el presupuesto ordinario, de alrededor de 500.000 ss. barceloneses, ascendiera a 3.055.290 ss. barceloneses, todos ellos provenientes de subsidios y remisiones de la obligación de acudir al ejército real (SESMA, 1994, p. 258; GUILLERÉ, pp. 487-507). No vale la pena insistir en valoraciones generales sobre la importancia del establecimiento de la fiscalidad estatal, puesto que por ahora no estamos en condiciones de valorar su importancia local, al menos en el caso aragonés –algo parecido sucede en Navarra (CARRASCO, 1997, pp. 157-189)–.

7. La última cuestión es fundamental para la discusión sobre las carestías y el efecto que finalmente producían sobre las poblaciones rurales y urbanas. Me refiero al desarrollo de los mercados y a su influencia sobre la circulación de los cereales, sobre la formación de los precios y sobre el acceso más o menos generalizado a la distribución comercial de grano. A este respecto, estamos seguros –aunque no haya muchos estudios sistemáticos sobre ello– que la infraestructura mercantil estaba bastante integrada hacia 1300. Aragón y Navarra estaban salpicados por una red de burgos rurales medianos y grandes, articulados regionalmente por un amplio conjunto de ciudades, que disponían de mercados y ferias organizados en ciclos bien estructurados. Otra cosa es saber cómo funcionaban estos mercados y cuál era su eficacia en la redistribución de bienes como los cereales. Casi el único ejemplo publicado es el relativo a la localidad aragonesa de Sesa, que contaba con 500-600 habitantes, en la cual el obispo de Huesca cobró en 1274 casi 7 *cahíces* de trigo, 4 de centeno, casi 5 de ordio y 2'5 de avena. Los tres primeros cereales eran panificables, lo que significa que, probablemente, pasaron por el mercado local a lo largo de un año alrededor de 140 *cahíces* de trigo, 80 de centeno y 100 de ordio, cantidades muy apreciables, suficientes para la alimentación de unas cuatrocientas personas durante cuatro o cinco meses (BARRIOS, 1983). Si extrapolamos este pequeño mercado rural al mundo de las grandes ciudades, no resultan extrañas las cifras de millares de *cahíces* exportados hacia Navarra, Castilla y, sobre todo, el Mediterráneo a partir de los principales mercados urbanos que figuran en los registros de cancillería. Pensemos que, en la década de 1340, Zaragoza estaba en condiciones de recibir grano procedente de un área de influencia cuyo radio se situaba entre 80 y 120 km., con transportes básicamente terrestres.

Sin embargo, estos registros muestran sobre todo que los grandes exportadores eran los señores laicos y eclesiásticos, que especulaban con los cereales producidos en sus dominios procedentes de sus rentas y trasladados a las ciudades y, en particular, a Zaragoza, a expensas de los campesinos. El mercado urbano y la exportación materializaban los ingresos señoriales, en muchas ocasiones a través de la cesión de este grano a mercaderes que eran quienes transportaban el grano y hacían uso de las licencias reales.

Una demanda creciente, o cuando menos sostenida, por una población que aumentaba sus efectivos lentamente, una comercialización cada vez más activa, una circulación monetaria mayor y, al mismo tiempo, con monedas ligeramente devaluadas en Aragón y probablemente más en Navarra, hicieron elevarse sensiblemente los precios de los cereales. Una vez más, nuestras estimaciones son pobres, pero, en el caso aragonés, el *cahíz* de trigo en Zaragoza que hacia 1300 fluctuaba alrededor de los 9 ss. jaqueses, pasó a oscilar en torno a los 12-18 ss. jaqueses hacia 1340 (ZULAICA, 1994, p. 347). Evaluar las consecuencias económicas y sociales de esta elevación de los precios está por ahora fuera de nuestro alcance, pero ello no debe ser obstáculo para afirmar que la integración de los mercados en Navarra y Aragón estaba muy avanzada en la primera mitad del siglo XIV y, que, por tanto, un estudio de las repercusiones sociales de las carestías deberá tener en muy cuenta este factor.

## Bibliografía

- ASSO, I. J. *Historia de la Economía Política de Aragón*, Zaragoza, 1798 (reed. Zaragoza, 1947)  
 BARRAQUÉ, J. P. *Saragosse à la fin du Moyen Âge. Un ville sous influence*, Paris, 1998  
 BARRIOS, M. D. *Una explotación agrícola en el siglo XIII (Sesa, Huesca)*, Zaragoza, 1983  
 BASÁÑEZ VILLALUENGA, M. B. *La aljama sarracena de Huesca en el siglo XIV*, Barcelona, 1989



- BERTHE, M. *Famines et épidémies dans les campagnes navarraises à la fin du Moyen Âge*, Paris, 1984
- CARRASCO PÉREZ, J. “Fiscalidad real y urbana: una aproximación al régimen tributario y a la organización financiera de las ‘buenas villas’ del reino de Navarra (siglos XIII-XV)”, en M. SÁNCHEZ y A. FURIÓ, coord. *Col.loqui Corona, municipis i fiscalitat a la Baixa Edat Mitjana*, Lérida, 1997, pp. 157-189
- CARRASCO, J. “Sobre las crisis agrarias en la Navarra bajomedieval. A propósito de un libro reciente”, *Príncipe de Viana*, 47 (1986), pp. 333-339 (compte-rendu du livre de M. Berthe)
- CARRASCO, J. *La población de Navarra en el siglo XIV*, Pamplona, 1973
- Crónicas de los jueces de Teruel (1176-1532)*, ed. F. LÓPEZ RAJADEL, Teruel, 1994
- CUVILLIER, J.-P. “La noblesse catalane et le commerce des blés aragonais au début du XIVe siècle (1316-1318)”, *Mélanges de la Casa de Velázquez*, VI (1970), pp. 113-130
- DURÁN GUDIOL, A. *Historia de los obispos de Huesca-Jaca de 1252 a 1328*, Huesca, 1986
- FORTÚN PÉREZ DE CIRIZA, L. J. “Espacio rural y estructuras señoriales en Navarra (1250-1350)”, *Europa en los umbrales de la crisis: 1250-1350*, XXI Semana de Estudios Medievales de Estella, Pamplona, 1995, pp. 129-169
- GARGALLO MOYA, A. “Documentos del Archivo Municipal de Miravete de la Sierra. Teruel (1279-1499)”, *Teruel*, 68 (1982), pp. 47-124
- GIMÉNEZ SOLER, A. “El problema de la variación del clima en la cuenca del Ebro”, *Memorias de la Facultad de Filosofía y Letras*, I (Zaragoza, 1922-1923)
- GUILLERÉ, C. “Les finances de la Couronne d’Aragon au début du XIVe siècle (1300-1310)”, en M. SÁNCHEZ MARTÍNEZ, comp. *Estudios sobre renta, fiscalidad y finanzas en la Cataluña bajomedieval*, Barcelona, 1993, pp. 487-507
- LALIENA CORBERA, C. “La adhesión de las ciudades a la Unión: poder real y conflictividad social en Aragón a fines del XIII”, *Aragón en la Edad Media. En homenaje al profesor emérito Antonio Ubieta Arteta*, VIII (Zaragoza, 1989), pp. 309-413
- LALIENA CORBERA, C. *Sistema social, estructura agraria y organización del poder en el Bajo Aragón en la Edad Media (siglos XII-XV)*, Teruel, 1987
- LEDESMA RUBIO, M. L. *Cartas de población del reino de Aragón en los siglos medievales*, Zaragoza, 1991
- MONTEANO, P. “La Peste Negra en Navarra. La catástrofe demográfica de 1347-1349”, *Príncipe de Viana*, 62 (2001), pp. 87-120
- MONTEANO, P. “Navarra de 1366 a 1428: población y poblamiento”, *Príncipe de Viana*, 57 (1996), pp. 307-343
- MONTEANO, P. *Los navarros ante el hambre, la peste, la guerra y la fiscalidad. Siglos XV y XVI*, Pamplona, 1999
- MOXÓ I MONTOLIU, F. *La casa de Luna (1276-1348). Factor político y lazos de sangre en la ascensión de un linaje aragonés*, Münster, 1988
- RIERA MELIS, A. “Els pròdroms de les crisis agràries de la Baixa Edat Mitjana a la Corona d’Aragó. 1: 1250-1300”, *Miscel.lania en homenatge al P. Agustí Altisent*, Tarragona, 1991, pp. 35-72
- SESMA MUÑOZ, J. A. “Las transformaciones de la fiscalidad real en la Baja Edad Media”, *XV Congreso de Historia de la Corona de Aragón. El poder real en la Corona de Aragón (siglos XIV-XVI)*, I. V, Zaragoza, 1994, pp. 231-291
- SESMA MUÑOZ, J. A. y LALIENA CORBERA, C. coord. *Estudios sobre demografía aragonesa bajomedieval*, Zaragoza, en prensa
- SESMA MUÑOZ, J. A., UTRILLA UTRILLA, J. F. y LALIENA CORBERA, C. *Agua y paisaje social en el Aragón medieval. Los regadíos del río Aguasvivas en la Edad Media*, Zaragoza, 2001
- TOMÁS LAGUÍA, C. “Fuentes para la historia del Alto Maestrazgo. Índice de los pergaminos del archivo municipal de Tronchón (Teruel). Siglos XIII al XVII”, *Teruel*, 57-58 (1977), pp. 135-181
- ZULAICA PALACIOS, F. *Fluctuaciones económicas en un periodo de crisis. Precios y salarios en Aragón en la Baja Edad Media (1300-1430)*, Zaragoza, 1994

Carlos Reglero (Universidad de Valladolid)

### *Las hambres en la Corona de Castilla (1250-1348)*

El desinterés de las crónicas reales por las hambres hace necesario recurrir a fuentes muy diversas, en las que se alude a los años malos, la carestía o la muerte por hambre. A partir de ella podemos concluir que entre los años 1250 y 1348 la Corona de Castilla padeció cuatro grandes hambres, en las que hubo una mortalidad importante. Los años de máxima incidencia de tales hambres fueron 1258, 1301, 1333 y 1347, si bien todos ellos se enmarcan en periodos más amplios de malas cosechas y carestías: 1255-1262, 1299-1301, 1331-1334, 1344-1348. Por tanto la situación más grave se alcanza al segundo o tercer año de malas cosechas, dentro de un ciclo de 3-4 años, excepcionalmente encadenado a mediados del siglo XIII con 7 años. Desde una perspectiva cronológica también hay que resaltar que el hambre de 1258 se produce 44 años después de la de 1213-1214; 43 años más tarde tuvo lugar la de 1301, y 46 después la de 1347. Esta “regularidad” se vio interrumpida por el hambre de 1333, que concentra a mediados del siglo XIV un periodo crítico, prolongado con la llegada de la Peste Negra en 1348, justo cuando una buena cosecha alejaba el espectro del hambre.

La causa directa del hambre fue el encadenamiento de malas cosechas por causas climáticas. Hasta 1311 las fuentes destacan sobre todo a la sequía como responsable de la mala cosecha, pero desde 1313 se atribuye sobre todo a las tempestades y temporales de nieve y hielo, es decir, al aumento de la pluviosidad y al descenso de las temperaturas. Ello podría relacionarse con el inicio de la *little ice age*, pero hemos de ser prudentes pues las noticias son muy escasas.

Al clima y las malas cosechas, dos fuentes relacionadas con el medio urbano (las crónicas escritas por Fernán Sánchez de Valladolid, miembro de la oligarquía de dicha villa y servidor del rey, y las peticiones de las ciudades en las Cortes) añaden el comercio como desencadenante o agravante de la situación. Las exportaciones a otros reinos encarecían los alimentos en el reino de Castilla, por lo que se pedía su prohibición en época de carestía. Fernán Sánchez de Valladolid también es sensible a otros factores: la distorsión del mercado por la llegada de consumidores de otros reinos, las dificultades temporales en el transporte marítimo (vientos contrarios, tormentas) y terrestre (anegamiento de los caminos por exceso de lluvias), la destrucción de las reservas (incendio de los almacenes de cereal)... Si bien, para él, miembro del grupo aristocrático, las hambres son fundamentalmente carestías, a excepción de las originadas por la actividad militar: cerco de ciudades, problemas de abastecimiento del ejército, destrucciones de la cosecha en las cabalgadas...

Las destrucciones provocadas por la guerra y la creciente fiscalidad soportada por el campesinado castellano no se relacionan, en las fuentes contemporáneas, con el hambre, sino con el empobrecimiento de la población. Las malas cosechas también causaban este empobrecimiento, además de hambre. Las manifestaciones del mismo son el endeudamiento, que a medio plazo lleva a la venta de los bienes de los campesinos: tierras, bueyes... La imposibilidad de pagar las deudas y su aplazamiento general, la venta de tierras y bueyes de arada, son problemas endémicos en el mundo rural castellano de la época, pero que se agravan claramente con las hambres. Por otra parte el empobrecimiento de la población es visto como causa de su emigración, aunque la misma se produzca en épocas de hambre, las fuentes la atribuyen a la fiscalidad y las guerras.

Las autoridades reaccionaron frente al hambre limitando el comercio. Los concejos fijaron el precio del cereal en épocas de escasez, y parece que intentaron controlar su venta; pero ello chocó con los intereses de los productores. También prohibieron comprar alimentos a vecinos de otros lugares y sacarlos del término municipal, pero esta medida fue revocada

por el rey. El rey sí permitió, a instancias de las Cortes, la prohibición de exportar alimentos a otros reinos, aunque la medida desagradase a los beneficiarios de este comercio: mercaderes, grandes productores, vasallos del rey que cobraban derechos de aduanas...

El aspecto menos tratado por las fuentes es el de las consecuencias sociales del hambre. A veces se menciona su diversa incidencia social: en 1262-1263 se nos dice que los ricos se habían empobrecido, pero los pobres habían muerto; en la Vizcaya de mediados del siglo XIV las principales víctimas del hambre fueron quienes trabajaban en actividades no productoras de alimentos (marinos, herreros, carboneros). Sin embargo no se relaciona la carestía con la conflictividad en el mundo urbano. Esta conflictividad fue una constante a lo largo de toda la primera mitad del siglo XIV, pero no sabemos si el descontento provocado por las carestías influyó en ella, si agravó los conflictos y desencadenó la actuación del rey en favor de las oligarquías urbanas (supresión de la voz del pueblo en Valladolid en 1332, implantación del regimiento en León, Segovia y Burgos en 1345 y en Madrid en 1346). Ignoramos si los desórdenes a los que aluden los documentos reales tuvieron igual intensidad antes de la carestía que durante la misma, si ésta los agravó.

Antoni Furió (Université de Valence)

*Les disettes en Catalogne et dans le royaume de Valence*

Pendant longtemps les historiens catalans et valenciens ont cru voir dans l'année 1333 le début de tous les malheurs, le commencement d'une série de calamités qui ont frappé la Catalogne et le royaume de Valence au long du XIV<sup>e</sup> siècle. Cette année, en effet, est appelée dans une obscure chronique de la région de Gérone *lo mal any primer* (« la première mauvaise année »). La dénomination a fait fortune parmi les historiens, Pierre Vilar le premier, qui l'ont interprétée comme la conscience claire pour les contemporains d'un tournant entre des années considérées heureuses et d'autres dramatiques, comme la première d'une série d'années calamiteuses. Pourtant, pour mesurer l'impact réel de cette accumulation de catastrophes, Vilar trouve qu'un autre indicateur est plus sûr que ces appréciations globales : la hausse considérable des prix, bien documentée dans les sources et témoin à la fois de la pénurie et de la cherté. En tout cas, il s'agit d'une crise courte, une crise labroussienne typiquement d'ancien régime : elle ne dure que deux mois, jusqu'à l'arrivée à Barcelone de navires apportant du blé de Tortosa et de Sicile. Mais – toujours suivant Vilar –, au XIV<sup>e</sup> siècle, les adversités se succèdent et s'accumulent, en aboutissant à un dépeuplement général. Et ceci a porté à la crise sociale agraire, l'abandon des exploitations paysannes ayant provoqué une grave crise dans le système agraire catalan, avec la chute de la production agricole, la montée des salaires des manouvriers, la dégradation des revenus seigneuriaux, l'imposition de nouvelles charges et obligations, les révoltes paysannes... Voici les ingrédients et la séquence de la crise que Vilar fait naître de l'accumulation de calamités et de ses conséquences sur les rapports de production.

Dans son interprétation se combinent les deux thèses sur la crise médiévale, encore toutes récentes dans les années cinquante et soixante : crise du féodalisme pour les historiens marxistes, de Dobb à Hilton, crise de surpopulation, de baisse des rendements marginaux, de persistance des calamités, pour Perroy, Postan et Abel qui se situent dans une perspective néomalthusienne ou ricardienne. Et l'interprétation de Vilar, fondée aussi sur les travaux de Vicens Vives, est devenue canonique pour les historiens catalans des années soixante et soixante-dix. Mais elle n'a pas laissé de susciter des doutes, surtout à partir des années quatre-vingt : on a alors mis en question le rôle déterminant des calamités dans le déclenchement de la crise ou l'idée même de surpopulation, d'une Catalogne et une Valence surpeuplées, d'un épuisement de la croissance, ou d'une stagnation technique ; on a remarqué l'incidence d'autres facteurs comme la fiscalité, liée à son tour au développement de l'État et à la persistance des guerres avec leurs lourdes dépenses, le crédit et l'endettement, le marché de la terre, le rôle du commerce et l'intégration des marchés, la politique frumentaire, la reconsidération de la valeur des prix... La notion même de crise est en cours de reconsidération, ainsi que l'importance relative de ses ingrédients. D'où vient donc la crise ? Des sources narratives et des témoignages des contemporains ? Des appréciations des historiens ? En tout cas, il faut réévaluer ces appréciations et il faut surtout revenir aux sources, les réexaminer et reconsidérer aussi les lectures que les historiens en ont fait.

## 1. Les sources

En général, trois types de sources renseignent sur les disettes, son ampleur et ses conséquences : narratives, municipales et royales. En plus des grandes chroniques royales, la Catalogne et le Pays Valencien sont riches en livres de mémoires et *dietaris* (agenda) dans lesquels les chroniqueurs locaux enregistraient les faits plus remarquables et dignes d'être rappelés. Ils

constituent le premier indice des difficultés et aussi le reflet de la perception des contemporains.

La deuxième source, ce sont les actes des délibérations des conseils urbains qui expriment dans ce cas les intérêts des oligarchies municipales. Plus que les chroniques, il me semble que ces sources sont celles qui ont le plus influencé la perspective de l'historien, qui reste souvent prisonnier du discours dramatique, victimiste, des autorités urbaines dans leurs écrits à la chancellerie royale et qui ne peut pas voir au-delà du récit des calamités et de leurs effets –réels ou exagérés pour obtenir des secours du roi– leur véritable incidence sur la marche générale de l'économie.

Il y a ensuite les comptabilités municipales, avec les chapitres consacrés aux subventions à l'importation de blé, mais aussi les emprunts et l'émission de dette publique afin de financer ces subventions. Il y a aussi les séries de prix et salaires, celles de la dîme ecclésiastique et celles démographiques à partir des sources fiscales. Et finalement il y a toute la documentation royale qui exprime les fluctuations de la politique frumentaire de la monarchie, les prohibitions à l'exportation, les autorisations, les sauf-conduits accordés aux marchands...

## 2. La chronologie et les causes des disettes

Considérée dans son ensemble, la Couronne d'Aragon n'était pas déficitaire de céréales au XIII<sup>e</sup> siècle. Mais avec la progression de la colonisation intérieure et l'incorporation du royaume de Valence après la conquête de 1238, elle devient un Etat excédentaire en blé. Dès le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, les récoltes obtenues dans les régions occidentales et méridionales couvrent le déficit endémique de la bordure littorale, où se concentre la population urbaine, et des îles Baléares, et procurent de surcroît des surplus pour l'exportation. Ce commerce extérieur était contrôlé par le monarque, la noblesse, les ordres militaires et les marchands ligures et toscans qui dirigeaient les cargaisons de blé aragonais et valencien vers les villes du Nord de l'Italie et, dans les périodes de pénurie, vers les territoires limitrophes : le Languedoc, la Navarre et la Castille.

Antoni Riera a énuméré les difficultés du XIII<sup>e</sup> siècle qui débutent pratiquement avec le siècle : 1208, fléau de sauterelles ; 1218, sécheresse ; 1227, mauvaise récolte et dévaluation de la monnaie ; 1248, nouvelle récolte catastrophique. Il a exposé aussi les mesures prises par les autorités centrales et locales pour éviter ou combattre la disette : interdire l'exportation de blé ; décréter que chaque famille ne puisse acheter que la quantité de blé indispensable pour couvrir ses besoins ; établir l'obligation de déclarer les réserves de blé disponibles ; fixer les prix..., toujours dans l'objectif d'extirper l'accaparement et la spéculation. Finalement, Riera recense les prohibitions d'exportation du blé qui complètent la chronologie des disettes au XIII<sup>e</sup> siècle (1257, 1258, 1271, 1274, 1276 à 1278, 1280 à 1281, 1283 à 1285, 1286, 1291) et qui informent aussi sur l'existence de difficultés dans les régions de destination.

Deux remarques finales pour le XIII<sup>e</sup> siècle : sauf celles de 1218 et 1227, les crises agraires n'ont pas suscité des carences généralisées, mais des disettes locales. En tout cas, elles montrent que 1333 est loin d'être le « premier an mauvais » et que les difficultés ont commencé bien avant, au XIII<sup>e</sup> siècle. Mais elles aident aussi à relativiser l'impact des disettes, à dissocier les crises agraires, conjoncturelles, du mouvement général de l'économie qui était encore de croissance et qui le sera également dans le XIV<sup>e</sup> siècle au royaume de Valence. La production locale de blé suffisait pour subvenir, dans les périodes normales, aux besoins de la population. Les disettes dérivent autant des mauvaises récoltes que des dysfonctions du marché intérieur et du conflit d'intérêts entre la monarchie, la noblesse et les magistrats urbains. Des sécheresses et des gelées, des pluies et des inondations, des grêles peuvent provoquer une disette soudaine, elles ne sont pas évitables, et elles peuvent même provoquer des famines et des mortalités, mais elles peuvent être atténuées par l'intervention des pouvoirs publics et surtout par l'intégration et

l'intensification du trafic commercial. Pourtant, les difficultés sont aussi de plus en plus graves à cause en grande partie de l'escalade démographique des métropoles urbaines et des villes moyennes qui rendent structurel le déficit frumentaire ; les efforts pour les conjurer vont renforcer l'emprise de la ville sur la campagne, de la capitale sur le royaume.

### 3. Les conséquences des disettes

Bien qu'important dans la conjoncture immédiate, l'impact des disettes n'a pas eu des conséquences durables à long terme sur les structures politiques, sociales et économiques de la région. Pour le royaume de Valence on constate que la courbe ascendante n'a pas laissé de se poursuivre tout au long du XIV<sup>e</sup> siècle, que les chiffres de population de la fin du siècle sont supérieurs à ceux du temps de l'irruption de la peste, et on constate aussi, à travers les cadastres, que la surface cultivée n'a pas laissé de s'étendre dans toutes ces années de disettes et de malheurs. Ces calamités ont eu des effets très ponctuels, très lourds, très pesants, mais très conjoncturels, sans conséquences sur la croissance de longue durée qui arrive jusqu'à la fin du siècle.

Ces disettes ont provoqué des révoltes et des violences populaires, dirigées contre les élites urbaines et excitées par des religieux exaltés contre les juifs ; elles provoquent des morts, des pillages, la destruction des livres de créances. Mais, malgré ces troubles, les disettes ont contribué à renforcer le pouvoir et les fortunes du patriciat urbain : d'une part, elles lui offrent une très grande latitude d'interventionnisme dans la vie économique, en permettant de fixer les prix du blé, d'interdire les exportations des zones rurales aux mains de la noblesse, de l'Eglise et d'autres villes plus petites ; et d'autre part, en lui offrant le bénéfice des subventions aux importations accordées par la même ville et des intérêts d'une dette publique grandissante. C'est la ville et ses élites qui profitent des disettes pour élargir leur emprise sur la campagne, sur l'ensemble du pays.

Enfin, il ne semble pas que les disettes aient eu des conséquences importantes sur le marché de la terre et sur la structure de la propriété et de l'exploitation foncières. Ici c'est plutôt l'aggravation de la pression fiscale –la multiplication des instances fiscales, de la ville à l'État– et l'endettement qui l'emportent. À Majorque, Gabriel Jover a montré très bien ce processus d'expropriation des paysans qui exploite leur croissant endettement. Mais ce dernier ne provient pas –ou ne provient pas surtout– des disettes et de l'accumulation de malheurs, mais de la forte croissance de la fiscalité urbaine et des amendes et réparations qu'ils sont obligés à payer à cause de leurs révoltes.

## Bibliographie

- Fernando ARROYO ILERA, "El mercado de trigo en el reino de Valencia bajo Pedro III", *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón*, VIII (Saragosse, 1967), pp. 437-440.
- Carmen BATLLE GALLART, *La crisis social y económica de Barcelona a mediados del siglo XV*, Barcelona, 1973.
- Claude CARRÈRE, *Barcelona 1380-1462. Un centre econòmic en època de crisi*, Barcelone, Fundació Vives Casajuana, 1977.
- Pau CATEURA, *El regne esvàit: desenvolupament econòmic, subordinació política, expansió fiscal (Mallorca, 1300-1335)*, Palma de Mallorca, El Tall, 1998.
- Jean-P. CUVILLIER, "La noblesse catalane et le commerce des blés aragonais au début du XIV<sup>e</sup> siècle (1316-1318)", *Mélanges de la Casa de Velázquez*, VI (1970), pp. 113-130.
- Jean-P. CUVILLIER, "Barcelone, Gênes et le commerce du blé de Sicile vers le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle", *Atti del I Congresso Storico Liguria-Catalogna*, Bordighera, 1974.
- Juan Manuel del ESTAL, "Extrema escasez de pan en Alicante: el año 1333", *Anales de la Universidad de Alicante. Historia Medieval*, 2 (1983), pp. 49-62.

- Antoni FURIÓ, *El camperolat valencià en l'edat mitjana. Demografia i economia rural en la Ribera del Xúquer (segles XIII-XVI)*, Universitat de València, 1986.
- Juan Vicente GARCIA MARSILLA, *La jerarquía de la mesa. Los sistemas alimentarios en la Valencia bajomedieval*, València, Diputació de València, 1993.
- F. GIUNTA, *Aragoneses y catalanes en el Mediterráneo*, Barcelona, Ariel, 1989.
- Claude-Guy MAUBERT-Robert VERNET, "Sur les problèmes du ravitaillement dans les pays catalans. Le mouvement des céréales entre la Catalogne et le royaume de Valence pendant l'hiver 1357-58", *Cuadernos de Historia Económica de Cataluña*, XII (1974).
- Libre de Memòries de diversos sucesos e fets memorables e de coses senyalades de la ciutat e regne de València (1308-1644)*, ed. De S. Carreres Zacarés, València, 1930.
- Hermenegildo RAUSELL BOIZAS, Desamparados GUILLOT VALLS, Miguel LLOP CATALÀ, Ernest BELENGUER CEBRIÀ, "Movimiento secular de las importaciones trigueras del siglo XV mediante las "ayudas" de la ciudad de Valencia", *Estudis*, 2 (1974), p. 3-95.
- RIERA MELIS, Antoni, "Els pròdroms de les crisis agràries de la baixa Edat Mitjana a la Corona d'Aragó. 1: 1250-1300", *Miscel·lània en homenatge al P. Agustí Altisent*, Tarragona, Diputació de Tarragona, 1991, pp. 35-72.
- Mateu RODRIGO LIZONDO-Agustín RUBIO VELA, "El problema frumentari a València i la crisi de la Unió (1340-1348)", *Homenatge al prof. Sebastià García Martínez*.
- Agustín RUBIO VELA, *Peste negra: crisis y comportamientos sociales en la España del siglo XIV: La ciudad de Valencia*, Universidad de Granada, 1979.
- Agustín RUBIO VELA, "A propósito del mal any primer. Dificultades cerealísticas en la Corona de Aragón en los años treinta del siglo XIV", *Estudios dedicados a Juan Peset Aleixandre*, III, Universitat de València, 1982, pp. 476-477.
- Agustín RUBIO VELA, "Crisis agrarias y carestías en las primeras décadas del siglo XV: el caso de Valencia", *Saitabi*, XXXVII (1987), pp. 131-147.
- Agustín RUBIO VELA, "El abastecimiento cerealista de una gran urbe bajomedieval. Aproximación al problema campo-ciudad en el País Valenciano", *L'escenari històric del Xúquer. Actes de la IV Assemblea d'Història de la Ribera (L'Alcúdia, 1986)*, Edicions de l'Ajuntament de L'Alcúdia, 1988, pp. 55-68.
- Rúbriques de Bruniquer. Cerimonial dels magnífichs consellers y regiment de la ciutat de Barcelona*, Barcelona, Impremta d'Henrich y Companyia, 1912-1916, 5 vols.
- Josep Maria SALRACH, "La Pesta Negra i els orígens del problema remença", *Pere el Cerimoniós i la seva època*, Barcelona, CSIC, 1989, pp. 13-34.
- Alvaro SANTAMARÍA, "Mallorca en el siglo XIV", *Anuario de Estudios Medievales*, 7 (1970-1971), pp. 165-238.
- Marco TANGHERONI, *Aspetti del commercio dei cereali nei Paesi della Corona d'Aragona. I: La Sardegna*, Pisa, Pacini editore, 1981.
- Pierre VILAR, *Catalunya dins l'Espanya moderna*, Barcelona, Edicions 62, 3 vols, 1964-1968.
- Ludwig VONES, "Sobre el debate de las repercusiones económicas y sociales de la llamada "crisis de la Baja Edad Media" en los territorios de la Corona de Aragón", dans Ferdinand Seibt et Winfried Eberhard, eds., *Europa 1400. La crisis de la baja Edad Media*, Barcelona, Crítica, 1993, pp. 225-245.
- Philippe WOLFF, "Un grand commerce médiéval: les céréales dans le bassin de la Méditerranée Occidentale. Remarques et suggestions", *VI Congreso de Historia de la Corona de Aragón*, Madrid, 1959.

Gilbert Larguier (Université de Perpignan)

### *Les disettes en Languedoc*

Les mentions de disettes se font de plus en plus nombreuses en Languedoc à partir de 1300 jusqu'à la catastrophe démographique provoquée par la propagation de la peste noire. Quelles en ont été l'extension géographique, l'intensité et les effets démographiques ? On ne le sait pas toujours avec précision. Le caractère peu disert et l'émiettement des sources empêche le plus souvent d'en déterminer exactement l'ampleur et la virulence... ce qui renvoie directement au thème de l'appréciation de « la conjoncture de 1300 » et aux raisons qui ont conduit à reconsidérer ce dossier.

Réserveons pour l'instant l'énumération des disettes, accompagnées des « chertés extraordinaires » survenues en Languedoc (celui-ci compterait 20 années de disette entre 1302 et 1347, soit deux disettes tout les cinq ans en moyenne ...) et livrons nous rapidement à un état des lieux.

De Toulouse (voire de Bordeaux) jusqu'à Marseille, le Languedoc vers 1300 appartient à une des zones les plus urbanisées de l'Occident. Un véritable réseau urbain s'y est développé, appuyé sur des villes de second rang (de l'ordre de 30 000 habitants comme Bordeaux, Toulouse, Narbonne, Montpellier, Marseille) et un semis intermédiaire mais solide de villes de moindre importance ; sans cependant que le Languedoc soit comparable à l'Italie du nord, à la Flandre, voire à l'Espagne musulmane.

Les campagnes sont densément peuplées. La sénéchaussée de Carcassonne compterait plus de 100 000 feux en 1344 (cf. pour le Narbonnais et le Biterrois, les cartes de la thèse de Monique Bourin) ; ce qui suppose qu'elles parvenaient à nourrir leurs populations et à dégager des excédents suffisants pour approvisionner des villes dont les terroirs consacraient souvent davantage de place à la vigne qu'aux céréales.

Une occupation du sol sans précédent marquée par la conquête des terres humides (les bas-fonds mal égouttés et les étangs sont systématiquement mis en valeur) et la multiplication des conflits ruraux entre agriculteurs et pasteurs, entre pasteurs de communautés voisines.

Les tensions sont certes manifestes. Mais le Languedoc est parvenu tant bien que mal à soutenir une croissance rurale *et* urbaine sans recourir semble-t-il à des importations systématiques de grains. La situation du tournant du siècle se prolonge, sans bouleversement majeur jusqu'à la pandémie. La population se maintient-elle en dépit de la récurrence des alertes ou le nombre des hommes commence-t-il à se fléchir ? Il est possible que la population urbaine ait commencé à diminuer ça et là. Mais on sait trop peu de choses sur ce point.

Or la partie nord-ouest de l'Europe, connaît déjà au même moment des problèmes de subsistances qui paraissent plus sévères que les régions bordières de la Méditerranée. L'urbanisation et les densités rurales peuvent-elles se comparer aux zones plus méridionales eu égard aux aptitudes pédologiques et aux techniques de production ?

Là est toute la question, car on ne peut éluder l'interrogation suivante : le rapport entre chiffre de la population et capacité à assurer sa subsistance ne s'y approchait-il pas plus dangereusement du point de rupture ? les variations climatiques éventuelles n'ont-elle pas eu



la fonction de révéler une situation particulièrement fragile, ce qui expliquerait le caractère plus précoce des disettes ; les perturbations climatiques se manifestant sur le pourtour de la Méditerranée par des épisodes pluvieux catastrophiques (exemple : changement du cours de l'Aude) ou des sécheresses marquées, responsables de mauvaises récoltes.

Le facteur climatique, véritable révélation il y a une trentaine d'années est peu discutable. Aussi ne peut-on pas le passer sous silence. Mais peut-il rendre compte de tout, ou presque, comme on a eu tendance à le faire un moment.

Une comparaison rigoureuse entre les aires différentes de l'Europe n'incline-t-elle pas à considérer comme trop simpliste – donc insuffisante – la relation entre population nombreuse et disette ?

Afin de nourrir la réflexion, bien que cela puisse paraître comme une voie peu justifiable, sortons du cadre resserré de la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle :

Des disettes se produisent en Languedoc au XV<sup>e</sup> siècle alors que le chiffre de la population s'est fortement réduit, que la superficie agricole exploitée n'a pas reculé dans les mêmes proportions que celle du nombre des hommes (grave disette et cherté des grains dans la décennie 1460 par exemple alors que l'on est à peu près à l'étiage du peuplement).

Le Nord-ouest de l'Europe avait-il fait le plein des hommes ? Oui si l'on compare aux périodes précédentes. Mais si l'on s'avance jusqu'au XVI<sup>e</sup>, voire au XVII<sup>e</sup> siècle, où les rendements n'avaient pas augmenté de manière significative (cf. les travaux d'Abel) et où n'était pas encore intervenue la « révolution agricole » ? Ce qui relativiserait également pour le XIV<sup>e</sup> siècle la notion de « monde plein », même si l'image est parfaitement fondée.

« La conjoncture de 1300 » était-elle aussi maussade qu'on l'a avancé ? Vraie crise structurelle ou crise conjoncturelle aiguë ? La pandémie (curieusement) n'aurait-elle pas contribué à conférer aux difficultés et aux disettes bien réelles de la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle le caractère de prémices d'une crise inéluctable ?

John Drendel (Université du Québec, Montréal)

## *Les disettes en Provence*

Il n'y a pas de travail consacré à ce sujet en Provence, à part le vieil article de Lesage sur Marseille.<sup>7</sup> Marie-Joseph Laurénaudie a consulté quelques sources de l'est de Rhône pour son article sur les disettes en Languedoc.<sup>8</sup> C'est surtout Louis Stouff qui évoque les problèmes d'alimentation céréalière à travers son étude fondamentale de "l'alimentation en Provence".<sup>9</sup> Stouff a glané des prix un peu partout, dans les sondages des archives notariales à Aix, Marseille et Arles; il a surtout dépouillé à peu près toutes les délibérations communales. Il a étudié des sources de la papauté avignonnaise publiées par Schäfer, mais il n'a pas utilisé les comptes de la pignotte pour étudier les prix des grains à Avignon. Malgré tout, l'essentiel des sources étudiées par Stouff provient de la période après la Peste Noire. Une première remarque s'impose : les disettes, pour Stouff, ne sont pas un phénomène lié aux difficultés de l'économie avant 1338. Il énumère dans son catalogue des années de disette les mentions de 9 années de difficulté frumentaire entre 1318 et 1348, 19 entre 1348 et 1400, 19 pour la période 1400-1450, et 18 pour la période 1450-1500. Cette liste est très dépendante des sources, beaucoup moins nombreuses pour la première moitié du siècle. Elle a au moins l'avantage de confirmer que la Peste Noire n'apporte aucun soulagement à l'économie rurale, au contraire. Elle met surtout l'accent sur les problèmes d'origine militaire et politique (Arnaud de Cervole, 1357 ; guerres de Raymond de Turenne jusqu'en 1397 ; guerre avec la Catalogne après 1420 ; l'union d'Aix dans la deuxième moitié du XIVe siècle).

### 1. Les sources<sup>10</sup>

#### *Chroniques*

La Provence, au contraire des pays d'Empire d'outre-Rhin, n'est pas un pays de chroniques, mis à part Arles. Il n'y a donc pas de sources narratives qui interprètent les problèmes de ravitaillement en Provence.

#### *Délibérations communales*

Le manque de chroniques est compensé en partie par des délibérations communales, dont les plus détaillées proviennent d'agglomérations relativement importantes : Marseille, Draguignan, Tarascon, Barjols, Grasse, Vence, Arles, Carpentras, Avignon. Elles ont été soigneusement dépouillées par Louis Stouff. À l'exception de Marseille, où les séries continues débutent en 1318, les registres des délibérations commencent au dernier quart du XIVe siècle. Les villes provençales n'ont pas de rouages administratifs formellement dédiés à l'approvisionnement comme on en trouve en Italie avant 1400, semble-t-il.<sup>11</sup> Les conseils des villes et des bourgs traitent des problèmes de ravitaillement *ad hoc*. Mais il en ressort des crises répétitives, un schéma que Stouff restitue. Lorsque les blés font défaut, le conseil en est saisi soit par la rumeur soit par des plaintes précises. Cela arrive le plus souvent à la suite de la moisson. La question revient dans les délibérations pendant des mois. Stouff a trouvé une phrase dans plusieurs délibérations : "dubitatur de caristia bladorum". Il s'agit donc d'une

7. G. Lesage, "Les Difficultés Du Ravitaillement de Marseille en Blé au XIVe Siècle," *Bulletin Officiel Du Musée Du Vieux-Marseille*, no. 56 (1938-40): 3-7

8. Marie-Joseph Laurénaudie, "Les famines en Languedoc au XIVe et XVe siècles," *Annales du Midi*, 1952, 23-35.

9. Louis Stouff, *Ravitaillement et Alimentation en Provence Aux XIVe et XVe Siècles* (Paris: Mouton, 1970)

10. Robert-Henri Bautier et Janine Sornay, *Les Sources de l'Histoire Économique et Sociale Du Moyen Age, Provence, Comtat Venaissin, Dauphiné, Savoie*. (Paris: CNRS, 1972-74); Louis Stouff, *Ravitaillement et Alimentation en Provence Aux XIVe et XVe Siècles* (Paris: Mouton, 1970), 17-21.

11. La meilleure étude urbaine pour cette période est de Michel Hébert, *Tarascon au XIVe Siècle* (Aix-en-Provence: Edisud, 1977) mais Hébert n'évoque pas les officines qui s'occupent de l'approvisionnement.

crainte de la cherté. À Carpentras, au printemps de 1405, selon une procédure qui paraît déjà être bien rodée, le conseil fait recenser les blés détenus par les gens jugés susceptibles de détenir des surplus : boulangers, bladiers, meuniers, vanneurs et juifs.<sup>12</sup> En 1463, 1468 et 1473 ce même conseil de Carpentras envoie des représentants pour perquisitionner dans l'ensemble des foyers de la ville; on fait de même à Arles en 1432. Selon les recensements des stocks qu'on trouve, soit on est rassuré, soit, en cas contraire, on prend des mesures. On interdit l'exportation, on place des gardes aux portes de la ville. On saisit le grain des forains, notamment à Marseille, plate-forme maritime. Enfin, on cherche des vendeurs; d'abord on emprunte des fonds pour financer l'achat, souvent aux hommes d'affaire italiens d'Avignon. Ensuite, on envoie des agents en mission pour découvrir les stocks disponibles et les prix. Barjols, par exemple, fait enquêter auprès des marchés limitrophes dans la vallée de l'Arc et de l'Argens, dans un rayon de 60 km; lorsque cela ne suffit pas, on trouve du blé dans les villes du plateau de Valensole en Haute-Provence, le grand grenier de la Provence. Grasse aussi cherche son blé dans le haut pays, à Castellane dans la haute vallée du Verdon. Marseille le cherche à Arles, et lorsqu'elle n'y trouve pas de blé, en Languedoc. Marseille est la seule ville relevée par Stoff, qui achète du blé aux Bardi, fournisseurs réguliers de l'Office du Blé florentin. Selon Stoff, cette recherche de blé ailleurs se combine avec l'interdiction d'exporter le blé de chez soi. Dans le cas d'une disette généralisée cela donne lieu "à la plus complète anarchie". Mais on peut se demander si cette anarchie n'aboutit pas presque toujours à la mise en branle des circuits d'approvisionnement établis, centrés sur la Haute-Provence, Arles, Fréjus et Avignon.

Au XVe siècle, les villes provençales possèdent des leviers du contrôle du commerce des blés et du ravitaillement plus institutionnalisés. À Carpentras, à Grasse, et sans doute dans d'autres villes aussi, un office du blé se charge de stocker des blés qui entrent par le biais des leydes et gabelles, ou que la ville achète. Ensuite on vend le blé de façon à mettre un plafond aux prix. À Carpentras, ces blés sont rationnés en 1473, et réservés à ceux qui n'en possèdent pas.

## 2. Les causes des disettes dans les délibérations communales

En général les délibérations communales ne parlent pas de causes climatiques. Parfois, après 1357, elles mettent en cause les méfaits liés à la guerre et au manque de sécurité. Surtout, elles offrent une analyse mercantile du phénomène qui les obsède, la hausse des prix. La cause ciblée est le marché, ou plutôt les marchés. Il y a le marché extérieur : à Grasse, les syndics mettent en cause les achats de Génois pour expliquer la pénurie en 1442 et en 1456. Sur le marché intérieur, on accuse les accapareurs. C'est pourquoi on perquisitionne auprès des bladiers notoires comme les juifs et les meuniers à Carpentras. En même temps, une politique cohérente du blé ne peut pas écarter totalement les intérêts des marchands importants : Stoff note un épisode à Tarascon qui n'a pas dû être unique. En 1473, les marchands veulent vendre leur blé à l'extérieur, mais les foyers modestes protestent. Le conseil de la ville donne 15 jours à tous les habitants pour faire leurs achats de blé, ensuite l'exportation sera libre.<sup>13</sup>

### *Les enquêtes de la chambre des comptes*

Stoff a étudié longuement une enquête menée en 1358 par la chambre des comptes, qui posait une question spécifique : pourquoi y avait-il des hausses brutales de prix depuis 1346 ?<sup>14</sup> Le problème ne se pose, semble-t-il, que dans les vigueries de la Haute-Provence : Draguignan, Grasse, Puget-Théniers, Castellane et Moustiers. Il s'agit, évidemment, d'un contexte dramatique : une disette à l'échelle de l'ensemble de la Méditerranée a commencé en 1346, suivie par la Grande Peste... L'enquête porte spécifiquement sur les prix pendant cette période, et pour les connaître on s'adresse aux notaires, aux juifs, aux pistres, aux administrateurs des seigneuries, en demandant deux prix pour

---

12. Stoff, 361.

13. Stoff, 78.

14. Louis Stoff, "Alimentation et Démographie en Provence Aux XIVE et XVe Siècles," *Annales de Démographie Historique*: 61-69 ; Stoff, *Ravitaillement*, 64-72.

chaque année: celui d'après la récolte, et celui du moment de la soudure. Stoffa a tiré de cette enquête une conclusion qui renforce ce qu'on connaît par ailleurs : les prix des blés sont plus élevés en Basse-Provence et en Provence orientale et moins élevés dans les greniers à blé que sont les plateaux de Forcalquier et la vallée du Verdon. Mais l'enquête ne dit rien sur la cause des hausses, et n'emploie qu'une fois le mot "caristia", en 1346 à Puget-Théniers.

#### *Les autres sources*

Les lettres de Datini, pour la période 1382-1410, mettent l'accent, on le comprend bien, sur l'influence exercée sur les marchés d'Avignon et d'Arles par les acheteurs génois, toscans, napolitains, et à un moindre degré catalans.<sup>15</sup> Mais la disette n'est pas toujours un problème d'organisation du marché. Les facteurs de Datini offrent un récit circonstancié de l'insécurité occasionnée par les gens de guerre sur les routes et dans les champs. Le désordre politique perturbe réellement et régulièrement le marché pendant la deuxième moitié du XIVe siècle.

### 3. La chronologie des disettes du XIVe siècle

Faute de sources, on ne peut pas prétendre établir une chronologie précise avant 1318. Voici les incidents de pénurie relevés par Lesage et Stoffa pour la Provence (à partir de 1318), et par Laurénaudie pour le Languedoc (dès 1300). Pour les compléter, et à titre de comparaison, on a ajouté les données rassemblées par Rinaldo Comba et Claudio Rotelli dans les comptes des châtelainies du Piémont. Elles contiennent des commentaires très détaillés sur les recettes en nature, et notamment sur les incidents climatiques qui provoquaient des variations importantes des revenus de l'Etat.<sup>16</sup>

1290-1300 Piémont, période difficile. Les tempêtes détruisent les récoltes en 1291, à Perosa en 1292, à Pianezza en 1294, en 1295 à Cavour et Moretta, en 1296 à Vigosa. 1299 et 1300 sont parmi les pires années relevées par les auteurs ; les comptes de Perosa, San Martino, Moretta notent une forte "caristia", les prix atteignent des niveaux jamais vus.

1302, 1303, 1304 Languedoc, l'ensemble des récoltes est mauvais en Languedoc; Piémont, années plutôt bonnes.

1306 Piémont, mauvaise année

1310 Languedoc, pluies et mauvaises récoltes

1312 Provence, disette (selon Laurénaudie)

1313 Montpellier, disette

1315 Piémont, sécheresse

1314 Piémont, sécheresse

1316 Piémont, récoltes faibles

1318-1319 Marseille, disette ; Piémont, le printemps humide endommage la récolte ; 1319, des tempêtes de printemps détruisent les récoltes en Piémont (Vigone, San Martino et Villafranca)

1320 Piémont, hiver pluvieux

1322-1323 Marseille, disette ; Beaucaire, disette

1323 Beaucaire et Montpellier, disette en 1323

1324 Piémont, hiver froid qui endommage les vignes, printemps sec qui fait baisser les récoltes; des tempêtes d'été frappent les vignes

1328-1329 Marseille, disette ; Provence, "vetum bladi" du sénéchal ; Piémont, été pluvieux

1331-1332 Marseille, disette ; Arles, *sterilitas*; Montpellier, famine; Haut-Languedoc et Gascogne, mauvaises récoltes; Piémont, année pluvieuse, avec tempêtes en été. Inondations à Vigone

1332 Piémont, encore une année pluvieuse, avec inondations à Moretta et à Miradolo

15. Brun.

16. Claudio Rotelli, *Una campagna medievale. Storia agraria del Piemonte fra il 1250 e il 1450*, Turin, 1973 ; Rinaldo Comba, *Su una campagna medievale : il Piemonte fra XIII e XV secolo*, dans *Rivista Storica Italiana*, 87 (1975), p. 736-748.

- 1334 Piémont, hiver froid, printemps sec ; au printemps de 1335, le châtelain de Moncaliere parle de disette.
- 1336 Languedoc, famine
- 1337 La Guyenne importe du blé anglais; Piémont, les tempêtes endommagent les moissons de Cumiana et de San Martino
- 1338 Piémont, la sécheresse touche les moissons
- 1339-1340 Marseille, disette ; Piémont, disette partout
- 1341 Toulouse, achats de blé par les capitouls ; Piémont, les paysans de la vallée de Perosa abandonnent leurs maisons pour chercher à manger ailleurs
- 1345-1346 Draguignan, Grasse et Puget-Théniérs, hausse des prix des grains ; Albi, pénurie
- 1346-1347 Grasse, Puget-Théniérs, Castellane, Draguignan et Moustiers, hausse des prix des grains jusqu'à la Peste Noire ; Piémont, Languedoc, Toscane, disette
- 1348 Piémont, les vents de printemps battent le blé, la disette empire. Les moulins de Moncaliere chôment à cause de la *carestia*
- 1352 Piémont, année sèche, mais les orages de printemps s'abattent sur les moissons de Villafranca et de Vigone
- 1351-1352 Moustiers, hausse des prix des grains; Languedoc, disette généralisée
- 1352-1353 Puget-Théniérs, hausse des prix des grains; Arles, problèmes de ravitaillement
- 1353-1354 Draguignan, hausse des prix des grains; Piémont, les tempêtes endommagent les récoltes de San Martino et de Pianezza
- 1354-1355 Castellane, hausse des prix des grains
- 1360 Marseille se ravitaille difficilement à Arles
- 1361 Languedoc, une crise de subsistance accompagne la 2e vague d'épidémie ; Carpentras, disette
- 1368-1370 Apt, 2 années de disette ; en Languedoc en 1368, Louis d'Anjou réquisitionne des blés pour mener une campagne contre la comtesse de Provence, et provoque des inquiétudes
- 1369 Piémont, des tempêtes endommagent les moissons et les vignes à Carignano, Rivoli, Vigone et Villafranca
- 1373-1374 Draguignan, disette
- 1374-1375 Draguignan, Tarascon, disette ; Languedoc, récolte désastreuse, la pire famine du XIVe s. dure jusqu'à la récolte de 1376. Ensuite, les récoltes en Languedoc sont bonnes jusqu'en 1419
- 1375-1376 Tarascon se ravitaille difficilement
- 1379-1382 Piémont, sécheresse pendant deux ans
- 1382-1383 Carpentras se ravitaille difficilement à cause du froid et de la guerre
- 1383-1384 Barjols, disette ; Carpentras toujours gêné par la guerre à laquelle s'ajoute la peste
- 1384-1385 Carpentras, Apt, Barjols, Avignon, disette
- 1386-1287 Carpentras, après la moisson, crainte de disette
- 1390-1391 Apt, disette ; Piémont, tempêtes sur les moissons à Cavour et Villafranca
- 1391-1392 Provence, disette généralisée
- 1394-1395 Apt, disette

En principe, une concordance entre les mentions confirmerait une disette créée par des incidents climatiques touchant l'ensemble du Midi, au moins avant 1351. Cela est le cas pour les années suivantes : 1322-1323 (Languedoc et Provence); 1328-1329 (Languedoc, Provence, Piémont); 1331-1332 (Languedoc, Provence, Piémont), 1339-1340 (Provence, Piémont) et 1346-1348, année de disette de la Toscane jusqu'à la Gascogne.

Après 1348, aux phénomènes climatiques il faut ajouter l'impact de la peste; elle a dû être un facteur dans les carences des années 1351-1353 en Languedoc et en Provence, encore qu'en Piémont le climat n'ait guère été favorable. En 1361, le retour de la peste est accompagné par une disette en Languedoc et en Comtat Venaissin. Après 1357, les activités militaires deviennent chroniques en Provence, surtout dans les deux dernières décennies du siècle; devant l'insécurité généralisée qui afflige les campagnes, il est difficile de démêler les causes des disettes. Cela dit, la famine de 1374-

1375 touche bien la Provence, tandis que ce sont de bonnes années en Piémont. À la fin du siècle, les bonnes années s'enchaînent en Languedoc, mais la Provence et le Piémont souffrent ensemble d'une disette en 1391-1392.

Somme toute, les disettes à l'échelle du Midi n'ont pas été nombreuses au XIV<sup>e</sup> siècle; six, peut-être sept. Par contre, il est frappant de constater le nombre d'épisodes de carence alimentaire limités à une région, une ville ou une vallée. Les comptes des châtelainies piémontaises montrent bien que des tempêtes localisées peuvent dévaster une vallée tout en épargnant la voisine. Cela dit, Rotelli perçoit une véritable dégradation du climat au début du siècle, qui culmine entre 1330 et 1339, décennie pendant laquelle les années positives sont "extrêmement rares". De ce point de vue, il est dommage que notre seul observatoire provençal avant les années 1330 soit Marseille. Marseille n'est pas représentative de la Provence : son ravitaillement se fait largement par voie de mer et son terroir très en pente est largement consacré à la vigne. Elle cherche habituellement son ravitaillement au marché de la ville la plus productrice de la Basse-Provence, Arles, et au-delà, sur un marché régional des grains dominé par Gênes.

Cet enclavement relatif des aléas climatiques permet d'expliquer comment les villes s'en tirent en-dehors des six ou sept années de disette généralisée. En mettant le prix, on peut trouver des grains à acheter sinon auprès du voisin, en tout cas aux marchés des villes-greniers des plateaux de la Haute-Provence.

#### 4. Les causes des famines

On a déjà évoqué deux aspects importants: les aléas climatiques et la guerre, qui est un facteur fondamental en Provence à partir de 1357. Mais l'obsession des enquêteurs et des conseils urbains met en avant l'importance des marchés des blés.

Ces marchés sont peu connus en Provence. Georges Duby, en étudiant l'enquête des Hospitaliers de Provence de 1338, a distingué entre les prix "cloisonnés" et "coutumiers" des bourgs et villages et les prix de marché des villes, notamment dans la vallée du Rhône ; ces derniers, plus élevés, étaient a priori la preuve du fonctionnement du marché. Cela dit, la notion de "prix coutumier" est contestable, même dans l'arrière-pays. L'étude détaillée d'un bourg provençal proche de Manosque, Reillane, montre vers 1380 que la moitié seulement des quelque 250 foyers couvraient leurs besoins en grains; les autres devaient avoir recours au marché, au moins une partie du temps.<sup>17</sup> Une étude systématique de ces marchés reste à faire. La documentation est très dispersée et les archives manquent pour la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, sauf à Marseille et à Manosque. À Marseille, bien étudié par Baratier, le commerce est orienté vers la mer, et non pas vers l'intérieur. Des sondages que j'ai pratiqués dans ces fonds ont révélé peu d'actes concernant le transport terrestre. Donc pour l'instant le fonctionnement du marché des grains et sa contribution aux disettes ne peuvent être qu'entrelevés.

Ce qui semble ressortir des études de Baratier et de Stouff est l'existence de deux réseaux régionaux. Le premier, normal, alimente les exportations d'Arles et de Fréjus qui drainent des surplus des terroirs très riches de la Camargue et la vallée de l'Argens. Le second, latent, se met en branle au moment des disettes, et s'étend sur les distances plus longues. Nous l'avons vu, les plateaux de Forcalquier et de Valensole, la vallée du Verdon, exportent du blé vers les bourgs et villes qui en manquent, parfois très loin, et sans transport par voie d'eau (à Aix, Marseille, et Fréjus). À l'exception donc des années horribles comme 1331, 1347, et 1374, la disette est conjurée par la mobilisation des conseils urbains et un endettement collectif. Des questions demeurent, pourtant : quels sont les moyens et les coûts de transport? Est-ce que ces réseaux ne fonctionnent pas aussi dans les années normales, que les délibérations communales n'éclairent pas ? En fait, une des sources

---

17. Baratier, "Démographie", 169; Danuta Poppe, *Economie et société d'un bourg provençal au XIV<sup>e</sup> siècle. Reillane en Haute-Provence*, Moscou, 1980, p. 129.

principales de notre connaissance de l'existence des rapports entre Riez en Valensole et Fréjus est la comptabilité d'un seul notaire, Jean Barral, qui concerne seulement l'année 1418.<sup>18</sup>

## 5. Les effets de la disette

Notre discussion à ce sujet porte sur un seul document, une enquête réalisée en 1343 dans la baillie de Puget-Théniers. Les extraits de cette enquête publiés par Édouard Baratier dans *La démographie provençale* (1962) ont suscité beaucoup de commentaires.

L'enquête de 1343 est un "recours de feu", une révision de la liste des habitants, réalisé dans l'ensemble de la viguerie de Puget-Théniers, une circonscription comtale qui recouvrait la région préalpine de la haute vallée du Var. Il était destiné à retrouver les contribuables manquants après une levée d'impôt sur les feux réels, ou à justifier leur absence. Dans chaque communauté le clavier (trésorier comtal du lieu) et parfois le juge comtal de la circonscription réunissaient les dirigeants du village, et leur demandaient de faire une tournée pour identifier à l'œil les maisons qui, "faisant feu" (*larem fovens*) auparavant, avaient été abandonnées.

Dans l'ensemble de la Haute-Provence, la progression démographique avait été importante entre 1250 et 1315 : 10% (nombre de feux de queste) dans la baillie de Castellane adjacente à Puget-Théniers. Mais à partir de 1315 un tassement se ressent. Le document de 1343 est posé par Édouard Baratier dans "La démographie provençale" comme un exemple d'une région qui connaît une nette chute démographique avant 1348, puisque selon ce document les 29 communautés ont presque toutes perdu de la population entre 1315 et 1343. En fait le nombre des communautés affectées était si important qu'il justifiait le document en question: devant l'impossibilité de faire rentrer un "queste" (impôt extraordinaire) basé sur le nombre de feux réels, les communautés ont demandé à la Chambre des Comptes de faire une révision du nombre de feux, ce qui leur fut accordé.

L'enquête de Puget-Théniers montre que cette belle progression démographique a été brisée, et c'est à ce titre qu'elle a été citée souvent comme indice d'une crise démographique qui aurait touché la Provence avant la Peste Noire. Mais selon Baratier il ne faut pas cependant pas généraliser à partir de cet exemple à l'ensemble de la Haute-Provence : si la croissance ne se poursuit pas au rythme de la période 1250-1315, il y a tassement et non pas chute.

Une étudiante de Baratier, Llona Jonas, a systématiquement analysé les nombres de feux manquants relevés par les enquêteurs, pour donner une évaluation très précise de la chute de la population, qui était de 35% pour l'ensemble de 29 localités (25 villages et 4 bourgs). Elle a notamment étudié les causes du dépeuplement citées par les enquêteurs; la plupart des feux manquants, 226, ont été délaissés suite à la mort de leurs habitants; 274 autres habitants ont déménagé ailleurs définitivement.

Jonas note que les jurés, interrogés sur les causes du départ des gens, mettaient en cause "intempéries, orages dévastateurs et les mauvaises récoltes qui s'ensuivaient" (Jonas, p. 64):

Montblanc : "*in territorio dicti castrum invaluerunt tempestates et habuerunt sterilitates plurimas fructuum*"

Puget-Rostang : "*Propter tempestates gentis dicti loci multum sunt depauperate et ita quod plures deseruerunt dictum castrum*"

Castellet -les-Sausses : "*In Castro ipso et territori invaluerunt tempestates itaque gentes fuerunt pluribus annis solitis fructibus destituti et non potuerunt supportare onera victus sui et familiarum suarum, et ligaverunt se iudeis et subsequenter bonis eorum venditis, ipsum castrum totaliter deseruerunt*".

Ces témoignages dramatiques suggèrent que les disettes de la décennie 1330-1340 ont eu pour résultat une désertion massive de ce pays de la Haute-Provence.

Interrogés sur le moment du départ des émigrés, les jurés ont donné des dates entre un an et 15 ans auparavant, avec une moyenne autour de 5 ans. Le phénomène est donc récent, datant de la décennie 1330-1340. Dans la grande majorité des cas les jurés ont pu préciser le lieu où se trouvaient désormais les émigrés (essentiellement les villes et bourgades de la Basse-Provence en aval du Var :

---

18. Baratier, Edouard, "Le notaire Jean Barral, marchand de Riez au début du XVe siècle." , Provence Historique, 1957, 254-274.

Fréjus, Nice, Hyères, Roquemaure) et leur activité : la mendicité. Dans la bourgade d'Annot, les jurés, plutôt que de répondre oralement à la question "où sont les gens qui habitaient autrefois ces maisons", se sont retirés pour rédiger un texte faisant état d'une cinquantaine de feux manquants.

Le phénomène d'émigration massive des régions montagneuses en temps de disette est bien connu; Maurice Berthe a décrit la désertion en masse des villages pyrénéens, et Comba en relève des cas dans le Piémont. Mais la précision avec laquelle des habitants identifient les lieux où ont abouti des gens partis depuis cinq, voire dix ans, a de quoi surprendre, et suggère que ces gens n'étaient pas si dépourvus qu'ils n'aient pu maintenir les liens avec leur village d'origine. Cela fait penser à certains villages du mandement de Queyras en Dauphiné étudiés par Henri Falque-Vert où, dans la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, les deux tiers des habitants quittent leur village en hiver, pour revenir l'été.

En tout cas, la principale question posée par ce texte est celle-ci : est-ce que la disette a vraiment poussé ces gens à déguerpir et si c'est le cas, pourquoi est-ce que le même phénomène n'a pas eu lieu dans les régions limitrophes, la baillie de Castellane et surtout la Haute-Vésubie, bien connue grâce aux travaux de Jean-Paul Boyer ? La première question n'a pas de réponse sûre. Si certains villages mettent en cause les tempêtes et la *sterilitas*, d'autres n'en parlent pas. Certains jurés accusent un phénomène d'endettement qui précipite l'ultime départ en faisant perdre aux paysans leurs terres, notamment à cause des juifs (il n'est pas fait mention d'autres prêteurs).

La réponse se trouvera peut-être en répondant à la deuxième question. Ce qui distingue les villages de Puget-Théniers des régions voisines, c'est la perpétuation d'une forme de servitude réelle très lourde. Dans les villages de Puget-Théniers, Jonas a montré que, dans le quart des cas de maisons vides suite au décès de leur occupant, les biens revenaient au seigneur. Le paysan dans ce cas est décrit "*homo ipsius nobilis*". Cette servitude est assez répandue au XIII<sup>e</sup> siècle, mais nous connaissons très mal sa structure juridique. Quelques actes de la région de Grasse étudiés par Colette Samaran pour les années 1310-1318 décrivent des "hommes de chasement". Ces gens entraient dans ce type de servitude par l'acquisition d'une terre avec le statut de "*casamentum*"; le paysan devenait "l'homme du seigneur", devait habiter la seigneurie, et supporter l'intervention du seigneur dans le choix de ses filleuls. En cas d'absence d'héritier direct, le seigneur reprenait la terre. Il s'agit donc bien ici des hommes de chasement. Or, en 1295, une terre de chasement étudiée par Baratier comportait des corvées et un service très lourd de 5 sous par an.<sup>19</sup> En 1252, il existait même des hommes de chasement "*de quista ad arbitrium*". Il est donc très probable que la survivance de cette forme de servitude très lourde a tant pesé sur l'économie rurale qu'elle a engendré une crise sociale dans les années 1330 dans les vallées préalpines de Puget-Théniers. Les paysans voisins de Castellane et de la Haute-Vésubie n'ont pas autant souffert parce qu'ils ont pu s'émanciper de la tutelle seigneuriale et ses lourdes charges.

---

19. (Baratier, Enquête, 101).



Daniel Iстриa (Ecole française de Rome)

### *Histoire et archéologie de la conjoncture en Corse autour de 1300*

En raison de la nature et de la rareté des sources disponibles, l'historiographie régionale a intégré la « crise du XIV<sup>e</sup> siècle » comme un fait irréfutable, bien qu'indémontrable, pour l'utiliser comme une clé de lecture de la société et de l'économie insulaire de l'extrême fin du Moyen Age. Une société insulaire qui, selon quelques historiens, apparaît en 1300 « tel un monde marginal, largement coupé des courants commerciaux (...) et comme muré dans son isolement et ses archaïsmes ».

Or, les informations accumulées depuis une dizaine d'années, grâce au développement de la recherche archéologique et plus particulièrement à la fouille de villages abandonnés, permettent d'avoir une vision bien plus nuancée de la situation. Le croisement de ces données archéologiques avec celles qui sont fournies par la documentation écrite, donne aujourd'hui la possibilité d'esquisser à grands traits un tableau de l'économie de la Corse de la fin du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle.

Cette Corse de la fin du Moyen Age est un monde essentiellement rural, sous-exploité et sous-peuplé, mais probablement touché par une croissance démographique lente et continue. Son économie repose principalement sur la production agro-pastorale qui offre au paysan une gamme de produits alimentaires diversifiés et complémentaires, dont une petite partie est commercialisée hors de l'île, à Pise et à Gênes surtout, à partir de 1300 environ. Cette ouverture sur le marché international s'accompagne de la création de nouveaux habitats et de la mise en valeur de terres jusqu'alors délaissées.

Vestiges archéologiques et documentation écrite semblent donner l'image d'une île qui échappe à la crise, en raison de la diversité de ses ressources et des relations très particulières qu'elle entretient avec les milieux urbains péninsulaires. La longue guerre contre Gênes et les épidémies de peste provoquent, en revanche, un renversement de situation durant le dernier quart du XIV<sup>e</sup> siècle.

Charles de la Roncière (Université d'Aix-en-Provence)

*Les famines à Florence et dans sa campagne au XIV<sup>e</sup> siècle  
(1280-1380)*

1 ) Sources Nombreuses sont les sources qui, à Florence, signalent ou décrivent les disettes. Cet exposé succinct s'appuie sur les quatre principales, à savoir les chroniques, notamment celle de Giovanni Villani et de ses frères (des débuts de Florence à 1370) le livre dit du *biadaiuolo*, qui rassemble les prix des céréales vendues sur le marché florentin (Or san Michele) entre 1320 et 1335, la comptabilité de l'hôpital Santa Maria Nuova (à partir de 1320 ca), les décisions (*provvisioni*) votées par les conseils florentins.

- Giovanni VILLANI, *Nuova Cronica*, ed. F.G. Dragomanni, 4 vol, Florence, 1844-1845.

- G. PINTO, *Il libro del Biadaiolo*, Firenze, Olschki, 1983

- Archivio di Stato di Firenze (ASF), *Ospedale Santa Maria Nuova*, nn° 4390-4430 (*Uscita 1325-1380*) / *Provvisioni*, 1-50

Bibliographie

- Ch. M. de La RONCIERE, *Prix et salaires à Florence au XIV s.*, Rome, Collection de l'Ecole française de Rome, 1982

- G. CHERUBINI, *L'approvvigionamento alimentare delle città toscane tra il XII e il XV secolo*, « Rivista di storia dell'agricoltura », XL, 2000, I, pp. 33-52.

- D. BALESTRACCI, *Approvvigionamento e distribuzione dei prodotti alimentari a Siena nell'epoca comunale. Mulini, mercati e botteghe* « Archeologia medievale », VIII, 1981, pp. 127-154

- *Tra abbondanza e carestia. Per una storia dell'alimentazione lucchese dal Medioevo al XIX Secolo*, a c. di M. Brogi, Lucca, Istituto storico lucchese, 1995.

- S.R. EPSTEIN, « Market Structures », in *Florentine Tuscany. Structures and Practices of Power*, ed. by W.J. Connell e A. Zorzi, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 2000 - ed Italienne, « Strutture di mercato », in *Lo stato territoriale fiorentino...* (2001), p. 93-134 (traitement statistique sur la longue durée des prix comparés des blés dans les villes de l'Etat territorial florentin (1370-1560))

2 ) Caractères des disettes

a - L'évolution semestrielle des prix du froment en 1310-1370 apparaît dans le graphique n° 1, qui juxtapose quatre niveaux de prix trimestriels ou semestriels. Tous ces prix ont une évolution cyclique environ quinquennale : 11 cycles pour 65 ans. Les maxima de ces cycles portent ces prix à des valeurs toujours plus élevées, avec des flèches particulièrement hautes en 1329-1330, 1340, 1346-7, 1353, 1370, 1375. Ils peuvent ne durer que peu de semaines. Ils varient considérablement, aux moments difficiles, selon les conditions d'achat.

b - Cela étant, quand et dans quels termes les sources - chroniques et délibérations contemporaines - commencent-elles à parler de difficultés pour les consommateurs ?

Voici la lise et les dates de ces occurrences, signalées selon les cas par les mots *carestia* (pénurie), *caro* (cherté) et *fames* (famine) que suit le plus souvent le nom de la denrée menacée :

1282 (gran carestia);  
 1285 juillet (intollerabilis carestia di vino e carne),  
 1286 mai (carestia grani et bladi ac aliorum victualium ultra solitum modum), 1289 avril mai (gran caro di victuaglia),  
 1302 printemps (gran caro di vittuaglia), 1302 déc. (victualium carestia);  
 1303 (gran carestia, gran fame) qui atteint son maximum en juin, juillet, août 1305 ( gran caro )  
 1310-1311,déc.-mai ( grandissimo caro)  
 1316 ( gran caro)  
 1317-1318 déc. janv.( magna..caristia bladi )  
 1322-1323 (caro a F./ grandissima fame a Pistoia, Luca e Pisa )  
 1328 in fino nel 1330 grande caro di grano e di vittuaglia in Firenze  
 1339 été automne, (caro); nov. (carestia vicuaglium);  
 1340 janvier (carestiam..incivitate et comitatu); février (crescenteme carestiam); mars ( carestiam victuaglium)  
 1341 janvier (carestia victualium)  
 1344 ( grandissimo caro di victuaglia, tanto che molta gente morì in città e in contado)  
 1346  
 1347 janvier (non solum carestia sed fames) février (maximam carestiam  
 1351-1352, hiver (generale carestia di pane e sformata di vino)  
 1353 janvier -juin (gran caro);  
 mars (caristiam gran et bladi in civitate, comitatu)  
 avril (caristiam)  
 juillet (caristiam..in civitate F. de grano, vino, at aliis necessariis ad victus hominis  
 août (maxima caristia olei..propter incanovationem olei..)  
 1368, nov. (considerantes necessitatem grani et bladi que ad presens occurrit....grani penuria... maxima penuria)  
 1369 mars (grandis carestia)  
 oct. (magnam penuriam frumenti)  
 1370 febbraio- maggio  
 ( grande carestia d'ogni cosa, .. grandissima di frumento.. vino e carne)  
 fev.(caristiam frumenti et bladi)  
 juin ( cum res sint adhunc et esse credant care et in pretio satis magno)  
 oct. (propter caristiam incumbentem) (propter magnam penuriam et caristiam omnium victuaglium imminentem  
 1374 janv. fév. caristia  
 oct. (propter penuriam fructuum  
 nov. (depuis août maxima caristia grani et bladi et omnium aliarum rerum fuit et est in c. Flor;)

Quelques mots pour commencer à propos du vocabulaire utilisé par les contemporains , à savoir l'italien *caro* ou *carestia* pour les chroniqueurs, le latin *carestia* (ou *caristia*) pour les actes officiels et enfin, mais rarement *fame* , ou *fames* (latin). Le langage commun utilise volontiers *caro* fin XIII, puis indifféremment *caro* et *carestia* par la suite, dans un sens apparemment proche, avec la nuance de cherté pour *caro* et de pénurie pour *carestia*. Le latin des notaires ne connaît que *carestia*, qui combine donc les deux mots ( et les deux sens) distingués par la langue vulgaire. Pour caractériser les épisodes les plus graves, chroniqueurs et notaires communaux utilisent l'adjectif *grande* ou son superlatif,

*grandissima* ou *maxima*. Une dénomination nouvelle très proche de *carestia* fait son apparition à partir de 1368, celle de *penuria*.- Comme on le voit, les moments de *caro* /*carestia* sont nombreux d'un bout à l'autre de ces cent ans; on en compte sept avant 1310, deux fois très durs (1285-1286); six avant 1348, trois fois très longs (1329-1331) ou très éprouvants; cinq avant 1380, y compris les *penurie*. On voit aussi, en situant leurs dates sur le graphique, que ces épisodes de *caro* correspondent avec les sommets de tous les cycles (sauf 1335), y compris de ceux qu'on voit culminer en 1311 et 1317 apparemment très bas parce que la courbe reproduit ici les bas prix des débuts de récolte. les seuls connus (par le *biadaiuolo*) avant 1320. Le mot *fames*, vraiment propre aux famines, où tout manque, est employé trois fois, dont deux pour Florence, en 1303, 1322-3 (pour Pistoia, Lucques et Prato) et en 1347. On est quand même frappé, dans la courbe des prix du froment, par la simultanéité de coûts semestriels extrêmement différents suivant les consommateurs. Qui doit acheter son blé au marché chaque semaine, ou chaque mois, en 1347 par exemple, le paye en moyenne 39 s le setier au second semestre; il l'aura pour 23 s pendant ce même temps si ses réserves lui permettent d'attendre les prix les plus bas pour les compléter (toujours au second semestre); à qui enfin aura constitué ses réserves annuelles au prix récolte en août 1346 le blé sera revenu cette année là 14 s seulement en 1346-1347. Ni les *fame s* ni les pénuries ne touchent au même titre tous les consommateurs.

On voit aussi que ces pénuries, quelles que soient leurs noms (*carestie* ou autres), n'affectent pas que le froment ou les blés (céréales), mais également beaucoup d'autres denrées. Les contemporains signalent parfois comme *carestia* le manque de vin (1285, 1351, 52, 70), de viande aussi et d'huile, mais plus généralement le défaut de *victuaglia* (à huit reprises de 1286 à 1370), autrement dit des denrées alimentaires courantes. La *carestia* de *victuaglia*, on le constate ici, est elle aussi pénible et grave : les gens la signalent et la déplorent ; tel est le point de vue des chroniqueurs et des responsables, et certainement d'une bonne partie de la population urbaine, - Des étapes très concrètes existent donc dans la *carestia*, qui explicitent les catégories approximatives du *caro* simple, puis *grande*, puis *grandissimo* jusqu'à la *fames*. La *carestia* commence à poindre dès la raréfaction et le renchérissement du *companage*, (*companatico*), désormais indispensable aux gens pas nécessairement aisés de la ville (vin, viande e, huile, entre autre) . Mais elle s'aggrave significativement, cette *carestia*, avec la hausse des prix du froment, puis de ceux des blés, encore que cette aggravation soit très inégalement ressentie, selon les fortunes et selon les stocks constitués. Elle est bien entendu particulièrement dure pour les petites gens -- Dans les pages qui suivent j'aurai spécialement dans l'esprit le marché hebdomadaire du froment et des blés, celui des consommateurs qui s'y présentent avec de réserves. et pour qui le pain constitue l'aliment essentiel

### 3 ) Les sources ordinaires du ravitaillement urbain et contadin en froment et en blés.

La ville atteint vers 1338 le chiffre de 120 000 âmes, disons plutôt bouches. Les exigences de cet énorme marché urbain n'ont cessé de croître depuis un siècle et on voit que les difficultés ont commencé (1282 et probablement avant) alors même que la population était loin d'atteindre ce chiffre. Dès lors le ravitaillement repose sur deux bases : les productions locales et les importations.

J'appelle productions locales celles du *contado*, territoire politiquement dominé par la ville. Elles sont soumises aux aléas du climat, des guerres, des *guasti* (ravages systématiques accompagnant les opérations). Des déboisements intempestifs ont entraîné la dégradation de terres arables. En sens inverse, des marécages ont été asséchés (*bonifische*),

l'attrait du marché urbain a entraîné la promotion de cultures plus riches et rentables (vigne, oliviers, localement safran, châtaignes dans les forêts alpines, élevage transhumant), et enfin le contado lui-même est en voie d'accroissement au XIV.

Le passage partiel de la terre entre les mains de la bourgeoisie urbaine a pour sa part des effets ambigus : amélioration des rendements du froment, diffusion plus rapide des cultures riches, oui, probablement. Meilleure commercialisation des surplus ? On répondra à la question dans quelques lignes. De toutes manières, même aux meilleures années, la production locale reste insuffisante, notamment pour les céréales (le *companatico* tient mieux le coup) ne couvrant avant la peste que cinq mois de consommation.

#### 4 ) Les importations, offices et réseau.

A partir du moment où la nécessité d'importations régulières s'impose, la création d'administrations permanentes devient nécessaire : deux se mettent successivement en place.

Un *Officium bladi*, apparaît en 1271, puis en 1274, et il fonctionne de manière continue de 1284-1348 et après. Ses pouvoirs sont étendus, et concernent notamment le ravitaillement et le contrôle de sa distribution. Puis le ravitaillement lui échappe après 1333 au profit de l'Abbondanza

L'Abbondanza (*i quattro.. sopra il grano e la biada che caro non fosse*) s'installe de manière permanente à partir de 1333 et jusqu'en 1348, puis des réactivations, souvent longues, la rendent opérationnelle au moment des disettes ou pour d'autres charges. Cet office a ses statuts, il est autorisé à promulguer '*ordinamenta et provvisiones*'. Une juridiction civile et pénale lui est propre, celle de l'*officialis forensis super habondantiam grani et bladi..ad dictum officium specialiter deputatum*'.

Ces juridictions aidant, un flux annuel d'importations s'organise pour le blé, dont la carte suivante illustre le réseau. **Carte p. 548-549. Appendice. p 565-567.**

On y distingue nettement deux zones d'achat privilégiées : l'une regroupe les régions *forestiere* (étrangères à la Toscane) zone proches avec laquelle l'Etat urbain a des frontières communes. L'autre s'étend à l'ensemble de la Méditerranée, surtout orientale, depuis l'Italie du sud et la Sicile jusqu'à la Grèce, à l'horizon de ce grand commerce auquel participent les hommes d'affaire des arts majeurs (calimala) - mais non pas les *biadaioli* - et l'Etat aussi, de manière croissante après 1329-1333.

Entre les zones de production et d'achat et les points d'entrepôt et de vente, sis à Florence ou dans ses environs, s'intercalent les points de rupture de charge où la marchandise peut aussi changer de main, à savoir les marchés ruraux disposés à proximité de frontières, et avant tout les ports.

On voit sur la carte la disposition souvent excentrique des marchés (*carte*) Quant à celle des ports, ils sont tous situés hors de l'Etat florentin, à commencer par Pise, de loin le plus important. Pour amener rapidement jusqu'en ville les tonnages considérables indispensables en cas de disette, la commune poursuit tout le long du XIV s. de nombreux travaux de voirie, particulièrement soignées sur les grandes artères du ravitaillement, à commencer par les voies d'accès qui relient Pise à Florence. Elle n'oublie ni la voie d'eau que constitue l'Arno, ni les routes de terre qu'on démultiplie et qu'on s'efforce de rendre carrossables à longueur d'année, car il n'y a pas de saison pour les disettes. Aux points de tranbordement voie fluviale / voie terrestre (Empoli et Signa) de vastes entrepôts sont aménagés pour stocker les arrivages.

### 5 ) Entraves à la réussite des dispositions communales

Ces dispositions sont loin d'être inutiles; elles portent tout leur fruit par exemple entre 1355 et 1370, dans une conjoncture qui s'y prête, il est vrai, puisque les consommateurs ont diminué d'un bon tiers depuis 1348. Pendant ces 15 ans, des importations opportunes, désormais quasi annuelles, jugulent dès l'automne les hausses qu'entraînent les mauvaises récoltes en début d'année (récolte) et les prix stagnent ou baissent en cours d'année (1360-61, 1370-71). Ces initiatives réussissent d'autant mieux que la commune prend souvent elle-même les gros achats extérieurs en main, qu'elle les finance et les revend sur le marché, éventuellement à perte, à des prix en tous cas qui, sans casser ceux du marché libre restent plus abordables. Cela étant, ces apports n'abolissent ni les hausses cycliques (1359-60) ni le retour des prix de famine (1374-1375).

Persistent en effet différents goulots d'étranglement. En ce qui concerne le blé local, sa redistribution peut être perturbée, des mois durant, par l'*endica* (accaparement) des gros producteurs qui retardent illégalement la vente des mois durant dans la perspective d'une hausse. Il arrive même souvent que cette perspective entraîne chez les producteurs et intermédiaires toute une cascade d'opérations spéculatives, T.III. p. 1261 La famille marchande des del Bene possède plusieurs exploitations (*poderi*) données en métayage (*mezzadria*) dont elle écoule régulièrement la production. En période de bas prix, les voisins en profitent, mais pour une petite part (20%). Les hausses tarissent ces ventes de voisinage. Les Del Bene réservent alors leur clientèle aux marchands de blé (*biadaioi*) du contado pendant les premiers mois, puis aux *biadaioi* de la ville quand la cherté prend figure de disette, dans les semaines précédant la soudure (janvier-mai 1369, 70, 75), Ces professionnels ne manquent pas de prélever leur bénéfice, quand ils mettent enfin leurs stocks sur le marché, au plus fort de la soudure. Le circuit spéculatif auquel participent les Del Bene et qui s'opère de gré à gré, hors des marchés, malgré les règlements (il est vrai intermittents) est pratique courante entre les gros producteurs de la campagne et les négociants urbains.

Le blé d'importation, pour sa part, n'arrive pas toujours dans les conditions voulues : les lieux d'achat proches sont fréquemment soumis aux mêmes perturbations climatiques et aux mêmes pénuries. Les importations lointaines ont aussi leurs aléas (financement, délais, incertitude sur les disponibilités, etc). Il faut enfin compter avec les difficultés d'acheminement depuis les points de débarquement. Quand le port de Pise n'est pas disponible, en cas de conflit par exemple, il arrive que le froment soit mis à quai plus au sud, à Talamone notamment, en pays siennois. Mais depuis Talamone, les chemins sont si difficiles et si inadaptés que, remarque en 1307 un des marchands, un Acciaioi " il faudrait plus de deux ans pour transporter tout ce grain jusqu'à Florence". Or en 1307 rien de grave n'est signalé en matière de disette, Que serait-ce si l'urgence pressait, et cela pour ces grosses quantités qui sont indispensables au moment des *cari grandi* ? Depuis Pise enfin, ni l'Arno ni les routes nouvelles ne sont toujours praticables, encore à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, en raison de leurs difficultés d'entretien, fleuve comme chaussées, tout spécialement par mauvais temps

Dernier problème, celui des goûts et habitudes alimentaires. En matière de pain, le Florentins privilégient le pain blanc. D'autres céréales sont à leur disposition sur tous les marchés, et cela, à Florence au moins, de manière constante. Et on a plusieurs exemples de consommateurs qui font un usage régulier de céréales, le mil par exemple autour de Lucques

Si les Florentins s'étaient décidé à changer de pain en temps de disette, l'emprise de celle-ci aurait diminué de beaucoup. Mais il n'en est pas ainsi. S'il arrive aux officiers responsables de mettre en vente du blé mélangé (2/3 froment, 1/3 orge): les acheteurs sont furieux « *bestemmiavano coloro che così mescolato il faceano mettere in sulla piazza.. e*

facevano beffe e strazio di questo grano » (1329). Il en va de même avec le pain “complet” et cela, dans les villages mêmes. Une municipalité rurale qu’on voit organiser en pleine famine 1347 son ravitaillement en froment n’ose pas en faire du pain complet (blutage à 98 %, elle se limite au pain gris (blutage à 88%) au lieu du blanc (75%))

Cette méfiance s’étend au blé d’importation : « Davano il buono grano della ricolta a soldi venticinque lo staio. e venendone al comune dodicimila staia di Provenza venuto di Borgogna, il vuole spacciare a soldi venti lo staio, ed essendo buono grano, non si poté stribuire.. : alors que le bon blé de la récolte se vendait 25 s/setier, la commune, qui avait reçu livraison de 12 000 setiers de Provence voulut distribuer l’arrivage à 20 s. le setier. Mais puisqu’il y avait du bon blé, celui là ne trouvait pas preneur » (Matteo Villani 1354, mars)

## 6) Impact des famines sur les populations.

\* La réaction aux chertés des gens de la ville est décrite jour après jour dans son livre par le *biadaiuolo*, ce marchand de blé qui rédigea des années durant ce qu’on pourrait appeler la mercuriale quotidienne des prix des céréales, en l’accompagnant du récit haut en couleur des réactions de la population. Le passage qui suit décrit les protestations et les émeutes qui s’élèvent sur le marché d’Or San Michele au moment de la très difficile soudure de mai 1329, et plus précisément le 29 :

“ Quand la place fut fournie, les acheteurs, des citoyens, des paysans, arrivèrent en foule et se rassemblèrent sur la place pour avoir du blé.. Quand l’heure sonna, la place était remplie d’acheteurs, citoyens et paysans, sous la loggia et aussi dehors. On se pressait autour des cuves, et la presse était si grande qu’on se bousculait, se heurtait, qu’on en venait même aux coups et l’ampleur des cris, des gémissements, des hurlements étaient si forte s’apparentait au tonnerre. C’était grande pitié à entendre et certainement la puissance divine elle-même en était émue (*on ferme les entrées de la place et une garde armée est postée pour les surveiller*). A beaucoup d’individus, hommes et femmes, on coupa et subtilisa la bourse. Face à ce brouhaha les six du blé firent installer la hache et le billot, à la garde de deux hommes d’armes. Cela pour intimider les bagarreurs et les voleurs. Puis le chef de la police, un homme à poigne, fit le tour des cuves pour en éloigner les gens. Ceux qui n’eurent aucun blé ce jour là furent extrêmement nombreux et ils s’en retournèrent chez eux tout abattus, sanglotant, en larmes, et s’en prenant avec amertume à la providence divine”.

Très tôt cependant, à l’occasion de cette disette, les responsables imposent une taxation des prix, au moins sur le marché, où toutes les transactions doivent se dérouler. Ils commercialisent à prix réduit, fût ce à perte, du grain importé par la commune. Ils mettent en vente du pain à prix taxé et invariable; son poids change en fonction des prix du grain au marché, et se réduit avec les hausses. Aussi légères soient elles, ces miches permettent aux indigents de survivre. Les temps sont durs pour les enfants, les malades, les femmes enceintes, mais la mortalité n’a rien de comparable à celle des épidémies.

\* Les chertés dans le contado et les réactions paysannes. Une minorité peut être importante de contadins reste plus ou moins à l’abri des famines, surtout dans les petites villes, comme Prato, par exemple, où la population dispose fréquemment de réserves. C’est le cas là et ailleurs, des gros fermiers et des gros alleutiers, d’une proportion variable d’artisans et de commerçants, souvent en mesure de participer eux-mêmes à la chaîne de la spéculation.

Beaucoup de paysans, proches ou non de la ville, viennent à l’occasion y profiter du ravitaillement, et des meilleures occasions qu’elle offre à ses citoyens : en mai 1329,

d'après le biadaiolo, on les voit arriver « de toutes les parties du contado, de XV milles ou plus » Des communes rurales organisent elles aussi leur propre ravitaillement.

Mais pas partout. Les hauts prix frappent certaines catégories de plein fouet notamment les salariés agricoles (Pinto). Pour survivre, prolétaires et petits producteurs sont conduits à s'endetter, parfois lourdement et irréversiblement, phénomène particulièrement accentué en 1340 : là encore les conditions sont réunies pour une aggravation de la mortalité, pas forcément apparente dans les testaments, celle des enfants et des indigents. **graphique des soste (grano)** . Des émeutes éclatent dans les campagnes en 1347.

Même si la survie des paysans n'est pas menacée, leur condition apparaît en définitive fragilisée. Le transfert de la petite propriété rurale paysanne entre les mains de la bourgeoisie urbaine, phénomène constant dès la fin du XIIIe s. ne leur est pas directement imputable comme tel, mais il en résulte certainement accéléré à chaque fois, notamment en contrepartie des prêts . Il en va de même pour la mobilité rurale, et pour le transfert en ville de tant de paysans. Il s'agit là d'un flux séculaire, qui mobilise les jeunes, plus que les vieux, les riches au moins autant que les pauvres (suivant les moments), et si l'insécurité et l'appauvrissement dûs aux famines projettent des indigents en ville où la charité est mieux organisée, l'attrait constant de ce fabuleux marché et de ce bassin d'emplois exerce loin à la ronde une fascination aussi et plus forte en période de prospérité qu'au moment des crises. Ce qui menace plutôt le monde rural appauvri, c'est le vagabondage à travers la campagne, que cherchent à atténuer hôpitaux et aumônes.



Giuliano Pinto (Université de Florence)

### *La coscienza della carestia nei comuni italiani*

Per rispondere all'oggetto della mia relazione, ossia l'emergere di una coscienza dell'infittirsi delle carestie e delle crescenti difficoltà annonarie incontrate dalle città comunali tra la metà del XIII secolo e il 1348, l'anno della Peste Nera, mi sono proposto di seguire tre percorsi di ricerca – i quali spesso, ovviamente, si intrecciano tra di loro – e di cui dirò tra poco.

A queste analisi più specifiche è opportuno però premettere una rapida ricognizione dei diversi rapporti tra produzioni locali e bisogni che si verificavano nell'Italia centro-settentrionale all'apogeo dello sviluppo demografico, per capire meglio i quadri economici, alquanto differenziati, nei quali si inseriva la percezione delle crescenti difficoltà.

Detto che nella penisola nel suo complesso quasi tutti i maggiori centri di consumo (Venezia, Genova, Firenze) erano assai distanti dalle aree a più alta produzione cerealicola (Sicilia, Puglia, ecc.), le città dell'Italia comunale si inserivano in due contesti geografici differenziati:

a) Le città della pianura padana-veneta (con qualche eccezione: Venezia naturalmente, ma anche Bergamo e qualche altro centro posto nell'area pedemontana, e in qualche misura pure Parma e Bologna) avevano un buon rapporto tra i cereali prodotti nelle campagne del dominio (dove accanto al frumento avevano un posto di rilievo le cosiddette biade estive: miglio e sorgo) e il fabbisogno cittadino. In questa area le carestie generali sembrano essere un po' meno frequenti o un po' meno gravi nel periodo considerato.

b) L'Italia centrale, dove la maglia urbana era particolarmente fitta e dove scarseggiavano i terreni agricoli più favorevoli (pianure asciutte, bassa collina), conosceva maggiori squilibri tra produzioni e bisogni: i casi più difficili erano quelli di Firenze e subito dopo di Lucca, di Pisa, di alcune città umbre, di Ascoli nelle Marche. Ed è proprio in queste realtà cittadine che la coscienza della carestia, o quanto meno dell'urgenza del problema annonario, compare precocemente e con maggiore insistenza.

A questo proposito – aprendo un inciso – la normativa statutaria, esaminata comparativamente, è in grado di offrire spunti di notevole interesse; già studiata dal Peyer per l'Italia settentrionale, dovrebbe essere ripresa allargando lo spazio geografico e temporale. Gli statuti, in quanto in genere normativa non legata a situazioni contingenti, riflettono realtà differenziate e offrono spunti interessanti in varie direzioni. In alcuni casi la normativa è assai rigida e prevede un controllo esclusivo della produzione delle derrate a vantaggio del capoluogo, vietando espressamente le esportazioni; in altri casi le esportazioni sono vietate solo quando il prezzo del frumento sul mercato cittadino supera un certo livello (Ravenna). In alcuni statuti sono quasi assenti norme di carattere annonario, in altri sono numerose e minuziose, ecc. In altri statuti, ancora, si incontrano molte norme sul commercio al minuto, nulla o poco sul grande commercio o sulle esportazioni: si tratta in tutti i casi di segnali significativi (Collodo, Rippe, Ménant, Grillo).

Veniamo dunque agli approfondimenti di cui parlavo, che si situano lungo queste direzioni di ricerca.

1. Ho cercato di cogliere l'attenzione crescente espressa sia nelle fonti documentarie che in quelle narrative nei confronti delle produzioni agricole del territorio dipendente (si parla spesso di contado ampio, fertile, scarso, povero, esiguo...; il tutto in rapporto ai bisogni della città). E' un primo elemento di cui bisogna tener conto.

2. Significativo è poi l'articolarsi dell'intervento pubblico nel settore annonario, e più in generale alimentare, attraverso la creazione di appositi uffici con competenze crescenti in varie direzioni (Uffici del Biado, dell'Abbondanza, dei grani, ecc.). Cogliere le ragioni, le motivazioni di questa progressiva regolamentazione del settore alimentare (ovvero di quello che ne era il fulcro, l'approvvigionamento cerealicolo) mi è parso particolarmente importante.

3. Infine, l'analisi più precisa della descrizione delle carestie e delle spiegazioni che ne vengono date, sia nelle fonti narrative che in quelle documentarie, offre testimonianze concrete dell'emergere di quella coscienza di cui si diceva.

Cominciamo dal primo punto. L'attenzione verso la fertilità o meno del territorio dipendente dalla città compare di frequente nelle fonti fra Due e Trecento. Così ad esempio in Bonvesin della Riva, così nell'Anonimo ticinese (Opicino de Canistris) che insistono sulla feracità delle campagne milanesi e pavesi, sull'abbondanza delle derrate prodotte, che informano poi sui consumi delle città...

Al contrario alcuni cronisti fiorentini mettono in risalto l'esiguità delle produzioni agricole: Dino Compagni all'inizio della sua Cronica definisce Firenze "povera di terreno ma ricca di proibiti guadagni". Domenico Lenzi scrive sempre in riferimento a Firenze "alla quale non è contado che possa mantenerla per più di 5 mesi all'anno". E sulla scia del Compagni e del Lenzi, incontriamo una lunga serie di considerazioni che vanno ben oltre la metà del '300, dove si esprime lo stesso concetto, anche se in chiave positiva rispetto al Compagni: Firenze è grande non certo per il territorio che controlla, esiguo e poco fertile, quanto per l'industriosità dei propri cittadini.

Questa attenzione alle qualità delle campagne derivava certo dalle accresciute esigenze di città fortemente aumentate sul piano demografico. Vi influiva pure, certamente, l'aspirazione all'autosufficienza, così forte per tutto il Medioevo, per cui si riteneva decoroso per una città vivere del proprio, limitando il più possibile il ricorso al mercato per prodotti così essenziali: quindi la fertilità delle proprie campagne è motivo d'orgoglio; tale fertilità dà sicurezza allo stato cittadino. Ma in queste descrizioni dovettero avere un peso non trascurabile anche le crescenti difficoltà di approvvigionamento che molte città incontravano. Parlare di esiguità del contado o al contrario della sua feracità significava in qualche misura rapportarsi a problemi che stavano assumendo un'importanza crescente a livello generale.

Con il secondo punto – le ragioni del progressivo intervento pubblico nell'annona – si entra nel cuore del problema.

Il discorso deve partire un po' da lontano. Sin dalla pace di Costanza le città dell'Italia comunale avevano rivendicato il diritto di controllare le produzioni del territorio dipendente, a fini fiscali e di pubblica utilità, responsabilizzando in questo anche i vertici delle comunità locali. Nel corso del XIII secolo gli istituti di base del territorio vennero esautorati ed estromessi dalle strutture amministrative municipali; le funzioni vennero assunte prima da delegati del Podestà o del Capitano, poi da vere e proprie magistrature, che presero il nome di ufficio del Biado, dell'Abbondanza, dei grani, sopra la vettovaglia, o simili.

Le motivazioni dell'istituzione non rispondono sempre alle stesse esigenze, o quanto meno le diverse esigenze vi influiscono in modo differenziato.

Prenderò in esame due casi. Quello, studiato da S. Collodo, delle città della terraferma veneta (Padova, Treviso, Vicenza e Verona), area che aveva conosciuto nel XIII secolo alti livelli di sviluppo agricolo (messa a coltura di incolti, bonifiche, ecc.); e quello di alcune città toscane, caratterizzate dall'insufficienza cronica, o quasi, delle produzioni agricole locali.

Nelle città venete il controllo della produzione e della circolazione cerealicola, che appare più puntuale nel corso della prima metà del XIV secolo (in particolare attraverso il ricorso a censimenti generali delle granaglie), dipendeva solo in parte dalla necessità di approvvigionare regolarmente il capoluogo e i centri a maggiore densità demica. Conoscere con buona approssimazione le disponibilità complessive significava controllare meglio le esportazioni. Inoltre nell'istituzione dei censimenti aveva un ruolo importante la fiscalità della dominante, come si evince dalla selva di dazi e di gabelle che colpivano i cereali al momento della produzione, e poi nel loro movimento dalla campagna alla città e nei punti di vendita. La stessa costituzione di fondaci urbani (depositi pubblici di granaglie), che si realizza nelle quattro città nel corso della prima metà del XIV secolo, appare motivata sì dalla penuria di alcuni raccolti, ma ancor più da necessità militari, in un periodo in cui la regione conosce la minaccia dell'espansionismo scaligero. Lo stato di guerra poteva determinare l'isolamento dei centri di consumo dalle aree di produzione, e quindi era buona norma di prevenzione l'ammasso cautelativo; inoltre in simili situazioni nasceva il problema del vettovagliamento degli eserciti di cui i governi cittadini dovevano farsi carico.

Se prendiamo in esame alcune città toscane, in particolare Firenze e Lucca, il quadro appare in buona parte diverso. L'obiettivo degli uffici del Biado è escusivamente la pubblica utilità, ossia il tranquillo e pacifico stato della città. Non esistono fini fiscali; appena si avverte qualche sintomo di crisi le varie gabelle sulle derrate vengono eliminate; anzi si offrono premi in denaro e garanzie a chi porta a vendere grano in città. Gli uffici maneggiano somme considerevoli, ottengono spazi finanziari e giurisdizionali: percepiscono direttamente il gettito di alcune tassazioni, stipulano contratti onerosi, assumono personale; sul piano giudiziario poi sottopongono a processo quanti sono accusati di reati collegati all'annona. Tanto per dare un'idea, durante la carestia del 1346-47 il fiorentino ufficio del Biado si trovò a gestire in un anno una somma assai vicina ai 100 mila fiorini.

Tutto ciò dà un'idea ben precisa della coscienza del pericolo delle carestie da parte delle classi dirigenti cittadine e degli strumenti che si potevano mettere in atto per fronteggiarla.

Un discorso a parte meriterebbe l'esame degli altri interventi pubblici che direttamente o indirettamente coinvolgevano l'approvvigionamento cittadino, che veniva espressamente richiamato nelle delibere in questione come ragione principale di molte operazioni. Sia che si parlasse di bonifiche (Siena, Verona), o di istituzione di mercati, o di manutenzione di strade, spesso si affermava che tale intervento doveva avvantaggiare la produzione cerealicola o l'afflusso di grani verso la città, il che era cosa importantissima per il benessere e la tranquillità dello stato.

Veniamo infine alla coscienza vera e propria della congiuntura difficile, che si rispecchia sia nelle fonti narrative che in quelle di emanazione pubblica. (Domenico Lenzi, Paolo da Certaldo, ecc., Delibere)

Anche in questo caso, a mio parere, occorre premettere una considerazione di carattere più generale.

Lo spazio progressivamente maggiore che le carestie occupano nei cronisti a partire dalla metà del '200 deriva sicuramente dal passaggio da una cronistica scarna, di tipo annalistico, a un'altra caratterizzata da una narrazione più distesa e da una maggiore partecipazione critica dell'autore alle vicende che narra; ma testimonia pure – non c'è dubbio – una nuova attenzione, una nuova sensibilità per questi eventi. Alla descrizione, non di rado minuziosa, di fenomeni naturali si aggiunge l'interesse per la dinamica dei prezzi delle principali derrate; non manca neppure talvolta il tentativo di stabilire rapporti di causa/effetto tra maltempo, cattivi raccolti, carestie, epidemie. Spazio crescente viene dedicato anche ai

provvedimenti annonari adottati dalle città, alle vicende del mercato cittadino, ai diversi tipi di cereali consumati... (per il 1262, ad esempio, Salimbene da Parma contrappone al cattivo raccolto di frumento l'abbondanza di quello delle cosiddette biade minute: miglio, panico, sorgo).

L'espressione più nitida di questa coscienza dell'aggravarsi dei problemi annonari e quindi dell'infittirsi delle carestie è espressa da un tecnico, per così dire, della materia: il mercante di grano Domenico Lenzi. Il Lenzi, l'autore del cosiddetto Libro del Biadaiole, diario del mercato fiorentino del grano (quello che si svolgeva quotidianamente sulla piazza di Orsanmichele) dal 1320 al 1336, dichiara di volere riportare l'andamento dei prezzi delle diverse granaglie perché non si può più trascurare fenomeni (le carestie) "che a noi occorrono del continuo", mentre a suo giudizio nelle scritture persistenti non si parlava né di carestie né di anni di abbondanza, perché si trattava di fenomeni di limitato rilievo.

La coscienza della carestia e della pericolosità che essa riveste ritorna sia nelle motivazioni che stanno alla base di molte delibere adottate nei consigli cittadini che nella corrispondenza degli organi di governo: ad esempio in una lettera del gennaio del 1328 che i priori inviarono a mercanti fiorentini residenti a Napoli sollecitando l'invio di granaglie, dal momento che i prezzi sul mercato fiorentino erano in ascesa, si sottolineava "quant'è da temere le carestie nelle città". A Siena negli stessi anni, in occasione dell'elezione dei nuovi ufficiali del Biado, si ribadiva l'importanza delle loro funzioni poiché "in habundantia grani et bladi est illud potissimum quod prebet securitatem mangnam omni statui et e contrario carestia esset omnino nociva". Una trentina d'anni prima, nel 1303, più o meno lo stesso concetto veniva espresso in una delibera dei priori fiorentini.

Del resto quanto le carestie potessero essere pericolose per i governi in carica, lo dimostra l'uso politico, per così dire, che talvolta si fa di esse o – che è la stessa cosa – la sapiente utilizzazione delle scorte cerealicole da parte di singoli potenti cittadini. Solo qualche esemplificazione: nel 1303 a Firenze Corso Donati, capo della parte nera, sobillava il popolo minuto accusando la signoria di vendere grano mescolato con paglia tritata; tumulti e rivolte collegate alle carestie si ebbero a Siena nel 1303, nel 1329 e nel 1347, a Firenze nel 1335, nel 1343 e nel 1347 (Rodolico), a Roma nel '29 e nel '47, ecc. Nel 1296 a Siena il governo dei Nove accusò alcuni "malvagi uomini e' quali erano ricchi e non volevano vendere per afamare la città per potere ghuidare la città e 'l populo a uno loro modo".

Interessante in particolare una testimonianza, con valore retrospettivo, che risale a poco dopo la metà del '300. Il cronista fiorentino Matteo Villani (III, 76) così si esprime: "Le grandi compere in così fatta carestia fanno pericolo di disordinata perdita, e certezza non si può avere di grano che di pelago si aspetta; ma utilissima cosa è dare larga speranza al popolo, che si fa con essa aprire i serrati granai de' cittadini, e non con violenza, che la violenza fa il serrato occultare e la carestia tornare in fame; e di questo per esperienza più volte occorsa nella nostra città in 55 anni di nostra ricordanza possiamo fare buona fede".

Caso di Firenze eccezionale? Sicuramente sì: i cronisti bolognesi parlando delle carestie della seconda metà del '300 non di rado confrontano la situazione bolognese, senz'altro critica, con quella ben più drammatica di Firenze... Ma la città toscana non rappresenta altro, a mio parere, che la cassa di risonanza più eclatante, di un fenomeno che toccava, ora più ora meno, quasi tutte le città dell'Italia comunale.

Un altro aspetto da approfondire riguarda le cause che, a giudizio dei contemporanei, erano alla radice dell'infittirsi delle carestie e della loro crescente gravità. Se la spiegazione teologica-moralizzante viene ripresa assai di frequente (è Dio che manda le carestie per punire gli uomini dei loro peccati), poi a livello di cause scatenanti il riferimento è alla cattiva stagione: talvolta siccità, più spesso freddi e piogge continue. Poco o nulla sul perché i campi rendono meno; meno ancora sulle trasformazioni socio-economiche nelle campagne

(emigrazione in città, espropriazione dei piccoli proprietari, formazione di strutture fondiarie nuove, diversificazione nell'ordinamento delle colture...); tutti fenomeni che incidevano sulle produzioni agricole.

Infine, un settore di indagine che varrebbe la pena di approfondire concerne gli effetti che le carestie avevano sui rapporti di lavoro in agricoltura e nelle manifatture urbane, sull'andamento dei salari reali, sui ménages familiari, ecc. Alcune cose sono note, altre meno, e tra queste, forse, la coscienza che i contemporanei avevano delle conseguenze economiche e sociali dei periodi di crisi.

### Riferimenti bibliografici essenziali

- G. Albini, *Un problema dimenticato: carestie ed epidemie nei secoli XI-XIII. Il caso emiliano*, in *Demografia e società nell'Italia medievale (secoli IX-XIV)*, a cura di R. Comba e I. Naso, Cuneo, Società per gli studi storici della Provincia di Cuneo, 1994, pp. 47-67.
- E. Carpentier, *Une ville devant la peste. Orvieto et la Peste Noire de 1348*, Paris, SEVPEN, 1962.
- G. Cherubini, *Signori, contadini, borghesi. Ricerche sulla società italiana del basso Medioevo*, Firenze, La Nuova Italia, 1974.
- S. Collodo, *Società e istituzioni in area veneta. Itinerari di ricerca (secoli XII-XV)*, Firenze, Nardini, 1999.
- Ch. M. de La Roncière, *Florence centre économique régional au XIVe siècle*, Aix-en-Provence, Sodeb, 1976.
- P. Grillo, *Milano in età comunale (1183-1276). Istituzioni, società, economia*, Spoleto, Cisam, 2001.
- A. Grohmann, *Città e territorio tra Medioevo ed età moderna (Perugia, secc. XIII-XVI)*, 2 voll., Perugia, Volumnia, 1981.
- J. Grundman, *Documenti umbri sulla carestia degli anni 1328-1330*, "Archivio storico italiano", CXXVIII, 1970, pp. 207-253.
- Ch. M. de La Roncière, *Prix et salaires à Florence, 1280-1380*, Rome, Ecole française de Rome, 1982.
- F. Ménant, *Campagnes lombardes de Moyen Age. L'économie et la société rurales dans la région de Bergame, de Crémone et de Brescia du Xe au XIIIe siècle*, Rome, Ecole française de Rome, 1993.
- L. Palermo, *Sviluppo economico e società preindustriale. Cicli, strutture e congiunture in Europa dal medioevo alla prima età moderna*, Roma, Viella, 1997.
- H. C. Peyer, *Zur Getreidepolitik oberitalienischer Stadte im 13. Jahrhundert*, Wien, Universum Verlagsges, 1950.
- G. Pinto, *Il Libro del Biadaio. Carestie e annona a Firenze dalla metà del '200 al 1348*, Firenze, Olschki, 1978.
- G. Pinto, *Popolazione e comportamenti demografici in Italia (1250-1348)*, in *Europa en los umbrales de la crisis (1250-1350)*, XXI Semana de estudios medievales, Estella, 1995, pp. 37-61.
- G. Pinto, *Città e spazi economici nell'Italia comunale*, Bologna, Clueb, 1996.

Pierre Savy (Ecole française de Rome)

*Sources narratives lombardes sur les disettes entre le XIII<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle*

Pour mieux connaître et comprendre les disettes entre 1270 et 1330 environ, une étude fondée sur le dépouillement des sources narratives écrites dans une Lombardie entendue ici *latiore sensu*, où les villes les mieux représentées sont en fait aujourd'hui émiliennes, se heurte à de réelles difficultés : difficultés d'ordre documentaire, tout d'abord, puisque les chroniques ne sont pas si nombreuses pour cette période et pour cette partie de l'Italie, et qu'elles sont souvent peu sensibles à la question de la disette. Difficultés dans le domaine des représentations, ensuite, car l'on observe que la disette n'est pas vraiment pensée comme telle par les chroniqueurs, et que l'on est contraint de l'envisager, plutôt que dans la perspective du manque, dans celle de la cherté – la prévalence est fort nette, dans le vocabulaire des sources, du modèle commercial.

Néanmoins, la *carestia*, qui constitue parfois un véritable « événement », trouve sa place dans les textes, en fonction des sensibilités des chroniqueurs (Salimbene de Adam, le *Chronicon Parmense*, et dans une moindre mesure le *Liber de temporibus* et les chroniques placentines de Pietro da Ripalta et de Giovanni Mussi). Elle frappe surtout dans les années 1276-1277, 1286 et 1311-1312. Sa manifestation la plus évidente est la hausse des prix, et, par-delà les flambées des crises ponctuelles qui se traduisent par des variations considérables au cours d'une même année, l'impression globale est bien celle d'une hausse à long terme. Et la conséquence la plus visible de la disette est la *mortalitas* – celle des bêtes est souvent notée, parfois aussi celle des hommes et des femmes ; sans que l'on ait jamais de données chiffrées sur la mortalité, on a toutefois le sentiment que le « dégraissage » ne suffit pas à influencer le niveau des prix. Pour l'interprétation, enfin, les chroniques privilégient nettement un ordre de causalité exogène (climatique surtout : le climat détermine la production, qui détermine à son tour l'offre et donc le prix) et insistent sur l'ampleur des politiques annonaires mises en œuvre par les communes face à ce phénomène.

Les événements dans les principales sources

## Légende

- |  |                         |
|--|-------------------------|
| 1 = Agazzari                               | 6 = <i>Excerpta...</i>  |
| 2 = <i>Annales Placentini gibellini...</i> | 7 = Mussi               |
| 3 = <i>Corpus Chronicorum Bononiensium</i> | 8 = <i>Memoriale...</i> |
| 4 = <i>Chronicon Parmense</i>              | 9 = Pietro da Ripalta   |
| 5 = <i>Chronicon Placentinum...</i>        | 10 = Salimbene de Adam  |

Année	<i>Carestia</i> , faim	Mortalité du bétail, récoltes endommagées	Mortalité des hommes
1270			
1271	4, 8, 10		
1272	8, 10		
1273			
1274		1	
1275		8, 9, 10	
<b>1276</b>	<b>7, 9</b>	<b>2, 7</b>	<b>7, 9</b>
<b>1277</b>	<b>1, 2, 4, 7, 8, 9, 10</b>	<b>2, 10</b>	<b>1, 2, 4, 7, 8, 10</b>
1278	8, 10		

Les disettes dans la conjoncture de 1300 en Méditerranée occidentale

1279			
1280			
1281	4		
1282	4, 8, 10	10	
1283		8, 10	
1284			
1285			
<b>1286</b>	<b>10</b>	<b>4, 10</b>	<b>4, 10</b>
1287		10	
1288	4		
...			
1299	4		
1300			
1301			
1302			
1303	4		
1304			
1305			
1306			
1307	4		
1308			
1309			
1310	7, 9		7
<b>1311</b>	<b>1, 6, 9</b>		<b>6</b>
<b>1312</b>	<b>3, 5, 6</b>		<b>3, 4, 5, 6</b>
1313			
1314			
1315	6		
1316	6		
1317	4, 6		
1318		6	
1319			
1320			
1321		6	
1322			
1323	6		
1324			
1325			
1326			
1327		6	
1328			
1329	3		
1330	6		

Le prix du setier de blé à Parme (1270-1330)

D'après le *Chronicon Parmense* et les *Excerpta...* d'Angelo Mario Da Erba.

Les colonnes noires indiquent le prix le plus bas de l'année, les colonnes grises le prix le plus haut.

